

Enquête mondiale sur la CIPD au-delà de 2014

QUESTIONNAIRE À L'INTENTION DES PAYS

Nom du pays/territoire: FRANCE

Nom du coordonnateur de l'enquête mondiale :

Adresse(s) électronique(s):

Numéro(s) de téléphone – Fixe:
Mobile:

Numéro (s) de fax:

Date (s) de l'entretien:

Bref résumé du processus de l'enquête mondiale:

Table des matières

SECTION 1 : POPULATION, CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (CHAPITRE III).....	1
SECTION 2. CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET STRUCTURE DE LA POPULATION (CHAPITRE VI).	7
SECTION 3. URBANISATION ET MIGRATIONS INTERNES (CHAPITRE IX)	39
SECTION 4. MIGRATIONS INTERNATIONALES ET DÉVELOPPEMENT (CHAPITRE X).....	47
SECTION 5. FAMILLE, BIEN-ÊTRE DES INDIVIDUS ET SOCIÉTÉS (CHAPITRE V)	54
SECTION 6. DROITS EN MATIÈRE DE REPRODUCTION ET SANTÉ REPRODUCTIVE (CHAPITRE VII) ET SANTÉ, MORBIDITÉ ET MORTALITÉ (CHAPITRE VIII)	63
SECTION 7. ÉGALITÉ DES SEXES, ÉQUITÉ ET AUTONOMISATION DES FEMMES (CHAPITRE IV)	82
SECTION 8. POPULATION, DÉVELOPPEMENT ET ÉDUCATION (CHAPITRE XI)	97

Sigles et acronymes	
APD	Aide publique au développement
CDE	Convention sur les droits de l'enfant
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CIPD	Conférence internationale sur la population et le développement (<i>tenue en 1999 au Caire, en Égypte</i>)
CIPD+5	5 ^e anniversaire de la CIPD (<i>célébré en 1999</i>)
CIPD+10	10 ^e anniversaire de la CIPD (<i>célébré en 2004</i>)
CIPD+15	15 ^e anniversaire de la CIPD (<i>célébré en 2009</i>)
DSRPP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OING	Organisation internationale non gouvernementale
ONG	Organisation non gouvernementale
S-E	Suivi et évaluation
SDN	Stratégie de développement national
Sida	Syndrome d'immunodéficience acquise
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

Sigles et acronymes

- ADEME – Agence de l’Environnement et de la Maitrise de l’Energie
- AFD- Agence Française de Développement
- AGEFIPH- Association gérée par les représentants des salariés, employeurs et personnes handicapées
- ANESM- Agence nationale de l’évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux
- ASPA- Allocation de Solidarité aux Personnes Agées
- CLCV- Consommation, Logement et Cadre de Vie
- CLIS- Classe pour l’Inclusion Scolaire
- CNAF- Caisse Nationale des Allocations Familiales
- CNAJEP-Comité pour les relations nationales et internationales de Jeunesse et d’Education Populaire
- CNRPA- Comité National des retraites et des Personnes Agées
- CODERPA-Comités Départementaux des Retraités et des Personnes Agées
- CONFEJES- Conférence des Ministres de la Jeunesse et des Sports des Etats et des Gouvernements ayant le Français en Partage
- DATAR- Délégation Interministérielle à l’Aménagement du Territoire et à l’Attractivité Régionale
- DGCS- Direction Générale de la Cohésion Sociale (Ministère des Affaires Sociales et de la Santé)
- DREES- Direction de la Recherche, des Etudes, de l’Evaluation et de la Statistique (Ministère des Affaires Sociales et de la Santé)
- DSS- Direction de la Sécurité Sociale
- EHPAD Etablissement pour personnes âgées dépendantes
- ESAT- Etablissements et Services d’Aide par le Travail
- Eunomad – European Network on Migration and Development
- FNE- France Nature Environnement
- FORIM- Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations
- IGAS- Inspection Générale des Affaires Sociales
- INED- Institut National d’Etudes Démographiques
- INJEP- Institut National de la Jeunesse et de l’Education Populaire
- IRD- Institut de Recherche sur le Développement
- MAE- Ministère des Affaires Etrangères
- MAIA- Maisons pour l’autonomie et l’intégration des malades d’Alzheimer
- MASS- Ministère des Affaires Sociales et de la Santé
- MDF- Ministère des Droits des Femmes
- MEDDE – Ministère de l’Ecologie, du Développement Durable et de l’Energie.
- MEDDE/CGDD – Commissariat Général au Développement Durable
- MEDDE/DGALN- Direction Générale de l’Aménagement, du Logement et de la Nature
- MEDDE/DGEC- Direction Générale de l’Energie et du Climat
- MEN- Ministère de l’Education Nationale
- MESR- Ministère de l’Enseignement Supérieur et de la Recherche
- MSJPEVA- Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l’Education Populaire, et de la Vie Associative
- ONED- Observatoire National de l’Enfance en Danger
- PM- Premier Ministre
- PRAPS- Programmes régionaux d’accès à la prévention et aux soins
- RSA- Revenu de Solidarité Active

- SDFE- Service du Droits des Femmes (Ministère des Affaires Sociales et de la Santé)
- SNDD- Stratégie Nationale de Développement Durable
- SSIAD- Services de soins infirmiers à domicile
- ULIS- Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire

Sites

- ADEME <http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?id=11433&m=3&cid=96>
- AFD- <http://www.afd.fr/home>
- AGEFIPH- <http://www.agefiph.fr/>
- CLCV <http://www.clcv.org/>
- CLIS - <http://www.education.gouv.fr/cid42618/mene0915406c.html>
- CNAJEP- <http://www.cnajep.asso.fr/>
- CNRPA-<http://www.social-sante.gouv.fr/espaces,770/personnes-agees-autonomie,776/instances,855/cnrpa-comite-national-des,761/>
- Comité National du Développement durable et du Grenelle de l'environnement http://www.legrenelle-environnement.fr/spip.php?page=rubrique-dossier2&id_rubrique=87&id_article=186
- CONFEGES- <http://www.confejes.org/>
- DATAR <http://www.datar.gouv.fr/>
- DGCS- <http://www.social-sante.gouv.fr/le-ministere,149/presentation,294/conjointement-avec-le-ministre-de,741/la-direction-generale-de-la,12601.html>
- DREES- <http://www.drees.sante.gouv.fr/>
- DSS-<http://www.social-sante.gouv.fr/le-ministere,149/presentation-et-organigramme,294/conjointement-avec-le-ministre-de,742/la-direction-de-la-securite,12602.html>
- EHPAD - <http://vosdroits.service-public.fr/particuliers/F763.xhtml>
- ESAT - <http://vosdroits.service-public.fr/F1654.xhtml>
- Eurnomad - <http://www.eunomad.org/>
- FNE <http://www.fne.asso.fr/>
- Grenelle de l'environnement <http://www.legrenelle-environnement.fr/>
- IGAS - <http://www.igas.gouv.fr/>
- INED- <http://www.ined.fr/>
- INJEP- <http://www.injep.fr/>
- INSEE- <http://www.insee.fr/fr/>
- IRD- <http://www.ird.fr/>
- MASS- <http://www.social-sante.gouv.fr/>
- MDF- <http://femmes.gouv.fr/>
- MEDDE <http://www.developpement-durable.gouv.fr/>
- MEN- <http://www.education.gouv.fr/>
- MESR- <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/>
- Ministère de l'Intérieur- <http://www.interieur.gouv.fr/>
- Ministère des Affaires Etrangères - <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>
- MSJEPVA- <http://www.sports.gouv.fr/>
- ONED- <http://oned.gouv.fr/>
- PM- <http://www.gouvernement.fr/premier-ministre>
- PRAPS- <http://www.cnle.gouv.fr/Les-Programmes-regionaux-pour-l.html>

- RSA <http://vosdroits.service-public.fr/N19775.xhtml>
- SNDD <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Strategie-nationale-de,17586.html>
- SSIAD <http://www.sanitaire-social.com/annuaire/services-de-soins-infirmiers-a-domicile-ssiad/3>
- ULIS - <http://eduscol.education.fr/pid23254-cid53163/les-unites-localisees-pour-l-inclusion-scolaire-ulis.html>

SECTION 1 : POPULATION, CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (CHAPITRE III)

Nom (s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s):
Institution (s)/ Département (s):
Courriel:
Numéro (s) de téléphone – (Fixe): _____ **(Mobile):** _____
Numéro (s) de fax: _____
Date (s) de l'entretien: _____

1.1. Le pays dispose-t-il d'une politique, d'un programme et/ou d'une stratégie explicitement relatifs à l'interaction entre la population et le développement durable ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 1.3)

1.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie portant sur l'interaction entre population et développement durable	Type	État	Principale institution responsable	Calendrier de mise en oeuvre ou année de demurrage/révision
a) Stratégie nationale de développement durable	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	MEDDE /CGDD/délégation au DD	2010-2013
b) Plan National Santé Environnement	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	MEDDE-Ministère de la Santé	2009-2013
c) Stratégie nationale pour la biodiversité	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	MEDDE/DGALN	2011-2020
d) Plan national d'adaptation au changement climatique	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	MEDDE/DGEC	2011-2015
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>		

1.3. Le pays a-t-il mis en place une/des entité(s) institutionnelle(s) chargée(s) des questions relatives à l'interaction entre population et développement durable ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 1.5)

1.4. Si OUI, bien vouloir indiquer le (s) nom (s) de l'entité/des entités institutionnelle(s) et l'année de création

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées de questions relatives à l'interaction entre population et développement durable	Année de création
a) <i>Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement</i>	2010
b)	
c)	
d)	
e)	

1.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD dans le contexte national au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD relatives à l'interaction entre population et développement durable	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Le pays a-t-il pris des mesures concrètes de mise en oeuvre par rapport à cette question?	Quel est en ce moment le degré de mise en oeuvre de ces mesures?*
a) Éradication de la pauvreté, une attention particulière étant accordée à la production de revenus et aux stratégies d'emploi	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Revenu de Solidarité Active</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
b) Renforcement de la sécurité alimentaire	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
c) Promotion de la gestion des ressources environnementales	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>SNDD</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
d) Réduire les inégalités territoriales	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Ministère à l'égalité des territoires</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
e) Parvenir à des relations commerciales équitables	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
d) Améliorer la gestion des déchets solides	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom : <i>ADEME</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
e) Encourager l'utilisation durable des ressources et prévenir la dégradation de l'environnement	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-SNDD</i> <i>-Parcs naturels, Trames Verte et Bleue, protection des captages</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

f) Examiner les tendances/dynamiques démographiques dans les zones écologiquement vulnérables	1) Oui <input type="checkbox"/> Non__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
h) Examiner les conséquences des tendances démographiques dans les grandes agglomérations urbaines	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>DATAR, INED, INSEE</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
i) Répondre aux besoins des personnes vivant au sein ou en bordure d'écosystèmes fragiles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
j) Autres, préciser_____	1) Oui <input type="checkbox"/> Non__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

*Voir liste en annexe

1.6. Domaines où des progrès ont été réalisés dans des questions connexes.

Parmi les questions connexes qui sont pertinentes dans le contexte national, faire des observations sur les principales réalisations, les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous.

Questions liées à la CIPD, relatives à la population et au développement durable, et pertinentes sur le plan national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 2.5 ci-dessus)	
b) Principales réalisations	
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

1.7. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant l'interaction entre population et développement durable que le pays considère comme prioritaires au titre des politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

Questions relatives à l'interaction entre population et développement durable qui devront être davantage prioritaires au titre des politiques publiques au cours des cinq (5) à dix (10) prochaines années
a) Augmentation de la précarité, difficultés d'accès aux biens communs
b) Lutte contre les exclusions
c) Solidarité intergénérationnelle
d) Intégration des migrants
e)

1.8. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué des recherches sur les dynamiques démographiques à des fins de planification au niveau national et/ou infranational?

- 1) Oui Au niveau national uniquement, citer le/les rapport(s) :
Publications de l'INED et de l'INSEE
- 2) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le/les rapport(s) :
Publications de l'INED et de l'INSEE
- 3) Oui Au niveau infranational, citer le/les rapports :
Publications de l'INED et de l'INSEE
- 4) Non

1.9. Le pays a-t-il, au cours des cinq dernières années, affecté des ressources à la recherche et au développement des capacités pour la recherche concernant les questions suivantes liées à la population? Si OUI, donner des exemples.

Affectation de ressources à la recherche et au développement des capacités pour la recherche concernant les questions liées à la population	
a) Suivre les tendances démographiques et préparer des projections/scénarios sur la population	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Citer un/des exemple(s) : <i>Publications de l'INED et de l'INSEE</i> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Liens entre population et pauvreté	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Citer un/des exemple(s) <i>Publications de l'INED et de l'INSEE</i> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Liens entre population, environnement et ressources naturelles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Citer un/des exemple(s) <i>Publications de l'INED et de l'INSEE</i> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Liens entre tendances démographiques et croissance économique durable	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Citer un/des exemple(s) <i>Publications de l'INED et de l'INSEE</i> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Lien entre tendances démographiques et emploi	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Citer un/des exemple(s) <i>Publications de l'INED et de l'INSEE</i> 2) Non <input type="checkbox"/>

1.10. Si oui, sur une échelle de 0 à 5 (0 étant le niveau le plus faible et 5 le plus élevé), dans quelle mesure la recherche sur les dynamiques démographiques a-t-elle influé sur les décisions relatives à l'affectation des ressources?

Faible					Élevé
0	1	2	3	4	5

1.11. Si oui, sur une échelle de 0 à 5 (0 étant le niveau le plus faible et 5 le plus élevé), dans quelle mesure a-t-elle influé sur les autres politiques/stratégies?

Faible					Élevé
0	1	2	3	4	5

1.12. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine du développement durable. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) FNE (France Nature environnement)	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b) CLCV (Consommation, logement et cadre de vie)	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autres, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c) Syndicats	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input checked="" type="checkbox"/> partenaires sociaux		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

1.13. Le pays est-il doté d'une politique ou d'une stratégie qui favorise l'information, l'éducation et la communication sur des questions liées au développement durable?

1) Oui

-Stratégie nationale de développement durable (SNDD)

2) Non

1.14. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine du développement durable. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service(s) public(s) donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a) France/ Agence française de développement	Maurice, autorités gouvernementales	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Soutien à l'amélioration des politiques publiques et du processus d'identification d'investissements favorisant la diffusion à grande échelle des pratiques et des technologies sobres dans le cadre du projet du gouvernement mauricien « Maurice Ile durable » : prêt, dispositif d'assistance technique
b) France/ Agence française de développement	Colombie, ville de Medellin	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Soutien au projet urbain intégral centroriental de Medellin visant à transformer les quartiers les plus pauvres via une approche intégrée. Un volet urbain et un volet transport. Modalités : prêt et coopération technique.
c) France/ Agence française de développement, Fonds français pour l'environnement mondial/FIDA/Phytotrade	Phytotrade, ONG, Afrique australe	1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input checked="" type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appuyer Phytotrade dans le développement commercial (renforcement des capacités des communautés, développement de la transformation locale et de la commercialisation) de quatre filières de produits finis indigènes dans huit pays d'Afrique australe au profit des communautés rurales pauvres et de PME de la région, dans le cadre de la protection de la biodiversité. Modalités : subvention.

SECTION 2. CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET STRUCTURE DE LA POPULATION (CHAPITRE VI)

Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): M. Alexis RIDDE, Chef de la Mission de la coopération européenne et internationale

Institution(s)/Département(s): Ministère des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative – Direction de la jeunesse de l'éducation populaire et de la vie associative

Adresse(s) électronique(s):

Numéro(s) de téléphone – (Fixe): _____ **(Mobile):** _____

Numéro(s) de fax: _____

Date(s) de l'entretien: _____

Répondre aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes

2.1 Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) ?

- 1) Oui
- 2) Non (passer au 2.3)

2.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans)	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/r révision
a) <i>Plan interministériel pour la jeunesse</i>	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	<i>PM MSJEPVA</i>	<i>99 tous</i>	<i>2013</i>
b)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
c)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
d)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

*Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur

2.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles pour traiter les questions liées aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans)?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 2.5)

2.4. Si OUI, indiquer le(s) nom(s) de ces entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Entités institutionnelles chargées des besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans)	Année de création
a) Comité interministériel de la jeunesse	1982
b) Direction de la jeunesse (MSJEPVA)	
c) INJEP / Observatoire de la jeunesse	2010
d)	
e)	

2.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) dans le contexte national au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives aux adolescent(e)s et aux jeunes (de 10 à 24 ans)	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises sur cette question	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Créer des opportunités d'emploi pour les jeunes	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
b) Examiner les effets négatifs de la pauvreté sur les adolescent(e)s et les jeunes	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
c) Examiner les questions de violence, d'exploitation et d'abus contre les enfants, les adolescent(e)s et les jeunes, y compris l'exploitation sexuelle et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
d) Instituer des procédures et mécanismes concrets permettant aux adolescent(e)s et aux jeunes de participer à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des activités de développement ayant un impact direct sur leur vie	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
e) Veiller à ce que les adolescent(e)s et les jeunes aient les mêmes droits et accès aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris les services de prévention du VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Code santé publique (CSP)</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
f) Collecter des données désagrégées par âge et par sexe sur la situation	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Observatoire de la jeunesse</i>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Création et mise en place de</i>	3

socioéconomique des adolescent(e)s et des jeunes	2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)		<i>l'observatoire de la jeunesse</i>	
g) Autre, <i>Favoriser l'inclusion sociale, la participation et la citoyenneté</i>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Service civique</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Création de 20000 postes</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	3

* Voir la liste des groupes de populations ciblés dans le guide de l'enquêteur

2.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions intéressants les adolescent(e)s et les jeunes (de 10 à 24 ans)

Parmi les questions relatives aux besoins des adolescent(e)s et aux jeunes (de 10 à 24 ans), qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 2.5 ci-dessus)	Création de l'observatoire de la jeunesse
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	Publications relatives à la situation des jeunes en France pour les professionnels et le grand public (documents sur www.injep.fr)
c) Eléments facilitateurs	1, 2, 4
d) Obstacles	
e) Intitulé de la question (mentionnée au 2.5 ci-dessus)	Service civique
a) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	15000 jeunes en SC en 2012, 20000 prévus en 2013 (documents sur www.service-civique.gouv.fr)
b) Eléments facilitateurs	1, 2, 4
c) Obstacles	9

2.7. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant les besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

Questions relatives aux besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années	
a)	Transition de la formation à l'emploi
b)	Accès aux droits sociaux, notamment pour les jeunes les plus vulnérables

c) Gouvernance des politiques de jeunesse, au niveau local, régional et national
d) Engagement et participation des jeunes
e)

2.8. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur les besoins des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) aux niveaux national et/ou infranational? Si OUI, citer le(s) rapport(s) pertinents.

1) Oui Au niveau national seulement, citer le(s) rapport (s) :

-Livre vert de la commission sur la politique de la jeunesse (2009), Inégalités entre jeunes sur fond de crise (2012)

2) Oui Au niveau infranational seulement, citer le(s) rapport (s) _____

3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le(s) rapport(s) _____

4) Non

2.9. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) CNAJEP	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____	MSJEPVA	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Concertation
b) Forum français de la jeunesse	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autres, préciser <input type="checkbox"/> _____	MSJEPVA	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Concertation
c) Forum européen de la jeunesse	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input checked="" type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____	MSJEPVA	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Concertation

2.10. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a collaboré dans le domaine des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public ayant travaillé en partenariat avec le secteur privé	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Fondation TOTAL	MSJEPVA	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Expérimentation sociales
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

2.11. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine des adolescent(e)s et des jeunes (de 10 à 24 ans) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a) France	Pays francophones du Sud	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	CONFEJES / appui aux politiques nationales de jeunesse
b) France/Agence française de développement	Sénégal	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la formation professionnelle au Sénégal par la construction de centres et l'implication du secteur privé (prêt et subvention)
c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

Répondre au vieillissement et aux besoins des personnes âgées

<p>Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution(s)/Département(s): Adresse(s) électronique(s): Numéro(s) de téléphone – (Fixe): _____ (Mobile): _____ Numéro(s) de fax: Date(s) de l'entretien:</p>

2.12. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +) ?

- 1) Oui
2) Non (passer au 2.14)

2.13. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblés et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs au vieillissement et aux besoins des personnes âgées (60 ans et +)	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
<i>a) Mission interministérielle sur l'adaptation de la société française au vieillissement démographique</i>	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	<i>-Mission confiée à M. Luc Broussy par la Ministre déléguée chargée des personnes âgées et de l'autonomie</i>	1 – 2 – 7 – 9 – 10 – 14	<i>-Conclusions de la mission attendues fin 2012. Contribuera à l'élaboration d'un projet de loi en 2013 sur l'adaptation de la société au vieillissement permettant notamment de regrouper et mieux coordonner les différentes initiatives listées ci-dessous</i>
<i>b) Comité national de coordination des politiques de prévention et perte d'autonomie</i>	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée	<i>-Mission confiée à M. Aquino par la Ministre déléguée chargée des personnes âgées et de l'autonomie</i>	1 – 2 – 7 – 9 – 10 – 14	<i>-Par ses travaux, ce comité contribuera à l'élaboration d'un projet de loi en 2013 sur l'adaptation de la société au vieillissement permettant notamment de regrouper, poursuivre et mieux coordonner les différentes initiatives listées ci-dessous.</i>
<i>c) Plan solidarité grand âge</i>	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	<i>-Ministre déléguée chargée des personnes âgées et de l'autonomie</i>		2007-2012
<i>d) Plan Alzheimer</i>	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	<i>-Comité de pilotage interministériel</i>	99 : personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer	2008 – 2012 Une évaluation sera rendue en 2013.
<i>e) Plan Bien Vieillir</i>	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	<i>-Ministère des affaires sociales et de la santé</i>		2007 - 2011
<i>f) Plan de développement de la bien-être</i>	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	<i>-Ministère des affaires sociales et de la santé</i>	Transversal, concerne tous les établissements sociaux et médico-sociaux	2007

*Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur

2.14. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des questions du vieillissement et/ou des besoins des personnes âgées (60 ans et +) ?

- 1) Oui
2) Non (passer au 2.16)

2.15. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Entités institutionnelles chargées du vieillissement et des besoins des personnes âgées (60 ans et +)	Année de création
a) Ministre déléguée chargée des personnes âgées et de la dépendance	2012
b) Le comité national des retraités et des personnes âgées (CNRPA)	1982
c) Le comité national de coordination des politiques de prévention et de perte d'autonomie	2012
d)	
e)	

2.16. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +) au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD relatives au vieillissement et aux besoins des personnes âgées (60 ans et +)	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures ?*
a) Permettre aux personnes âgées de mener une vie indépendante aussi longtemps que possible	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>- Plan solidarité grand âge</p> <p>- Plan « Bien vieillir »</p> <p>- Comité national de coordination de la politique de prévention de la perte d'autonomie</p> <p>- Article 70 de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2012 prévoit des expérimentations pour favoriser les parcours de soins de personnes âgées en perte d'autonomie</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>- ASPA</p> <p>- Expérience d'habitat intergénérationnel</p> <p>- Relèvement de la pension de réversion de base au conjoint survivant</p> <p>- Arrêté du 26 septembre 2012 organise la mise en œuvre de ces expérimentations. 10 à 20 projets pilote seront lancés en 2013.</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4
b) Fournir des services sociaux, y compris les soins à long terme	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>- Plan « Bien Vieillir »</p> <p>- Plan Alzheimer</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer à la question suivante)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>- SSIAD</p> <p>- EHPAD et ANESM (chargé de formuler des recommandations de bonnes pratiques aux EHPAD)</p> <p>- MAIA</p> <p>- PRAPS</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4
c) Permettre aux personnes âgées de faire usage de toutes leurs compétences et de toutes leurs capacités	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>- Plan « Bien vieillir »</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>- Développement de la « semaine bleue »</p> <p>- Label « bien vieillir – vivre ensemble » au niveau local</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4
d) Etendre ou augmenter les prestations et/ou les pensions de vieillesse, et/ou des programmes de soutien du revenu en faveur des personnes âgées, y compris les pensions non contributives	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>- Remplacement du « minimum vieillesse » par l'« allocation de solidarité aux personnes âgées » revalorisée de 25% depuis 2007</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Idem</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	1,2,3, 4
e) Fournir des soins de santé appropriés, accessibles et à des prix abordables pour satisfaire les besoins des personnes âgées	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>- Plan Alzheimer</p> <p>2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)</p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	<p>1) Oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>- Renforcement des « consultations mémoire » et des centres mémoire de recherches et de ressources</p>	1,2,3, 4

			-Développement des MAIA -Développement de la « e-santé » 2) Non <input type="checkbox"/>	
f) Lutter contre la négligence, les sévices et les violences envers les personnes âgées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Programme pour la bientraitance dans les EHPAD</i> <i>- ANESM</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Procédure d'évaluation interne et externe des EHPAD</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
g) Prévenir la discrimination contre les personnes âgées, particulièrement les veuves	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
h) Accroître les opportunités d'emploi pour les travailleurs âgés	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Plan national d'action concertée pour l'emploi des seniors 2006-2010</i> <i>- Plan Santé au travail (2010-2014) reconnaît les seniors comme public prioritaire</i> <i>-Accord national interprofessionnel du 19 octobre 2012 relatif au contrat de génération</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Incitation pour les entreprises à mettre en place des accords en faveur de l'emploi de salariés âgés</i> <i>-Présentation du projet de loi relatif au contrat de génération au Conseil des ministres du 12 décembre 2012</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
i) Apporter un appui aux familles qui s'occupent de personnes âgées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Plan solidarité grand âge</i> <i>- Plan Alzheimer</i> <i>-Plan qualité de vie des personnes atteintes de maladies chroniques 2007-2011</i> <i>-Plan national inter-régime de gestion du risque 2006-2007 de l'assurance maladie</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Développement des SSIAD</i> <i>-Centre locaux d'information et de coordination : mission d'orientation et d'information des personnes âgées et de leur famille</i> <i>- MAIA (55 sur le territoire en 2011)</i> <i>-Education du patient et de ses proches comme priorité</i> <i>-Développement de l'offre d'accueil de jour (10000 places d'accueil fin 2010)</i> <i>-Congé de solidarité familiale</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
j) Collecter les données désagrégées par âge et par sexe, sur la situation socioéconomique et les conditions de vie des personnes âgées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-INED</i> <i>- INSEE</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
k) Instituer des procédures et des mécanismes concrets pour que les personnes âgées puissent participer à la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des activités ayant un impact direct sur leur vie	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-CNRPA</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-CNRPA</i> <i>-CODERPA</i> 2) Non <input type="checkbox"/> l)	1,2,3, 4

1) Autre, préciser _____	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3,4
--------------------------	----------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------	---------

**Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur*

2.17. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +).

Parmi les questions liées au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +) qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +) et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 2.16 ci-dessus)	Apporter un appui aux familles qui s'occupent de personnes âgées / fournir des services sociaux, y compris des soins à long terme.
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	<p>Un tableau des différents indicateurs de suivi de ce plan est consultable et régulièrement mis à jour à l'adresse suivante : http://www.plan-alzheimer.gov.fr/IMG/pdf/2_donnees_plan_alzheimer_juillet_2012.pdf</p> <p>Une sélection des réalisations locales pour l'amélioration de la vie des malades est également disponible : http://www.plan-alzheimer.gov.fr/journee-mondiale-alzheimer-2012.html</p> <p>Le 20 septembre dernier, le Président de la République a annoncé la prolongation de ce plan, d'une évaluation qui devrait être achevée en mai 2013. Ce plan sera même élargi à l'ensemble des maladies neurodégénératives, de façon à ce que tout ce qui a été déjà engagé, réalisé, avancé, recherché au service des malades, soit également utilisé pour des troubles pouvant être à un moment ou à un autre comparables à Alzheimer.</p>
c) Éléments facilitateurs	Une approche intégrée permettant d'appréhender la question globale du vieillissement. L'association, au sein du comité de pilotage, de toutes les parties prenantes (professionnels, associations, familles, aides à domicile ...)
d) Obstacles	Une évaluation de ce plan a été lancée et sera rendue publique en mai 2013. Cette évaluation devrait permettre le lancement d'une nouvelle étape avec l'élargissement de ce plan à l'ensemble des maladies neurodégénératives.

2.18. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant le vieillissement et/ou les besoins des personnes âgées (60 ans et +) dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

Questions relatives au vieillissement et/ou aux besoins des personnes âgées (60 ans et +) dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années
a) Adaptation de la société au vieillissement et réforme sur la dépendance (projet de loi sur la dépendance prévu d'ici à 2014)
b) Bien-être, droits des personnes âgées
c)
d)
e)

2.19. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur le vieillissement et/ou les besoins des personnes âgées (60 ans et +) aux niveaux national et/ou infranational? Si OUI, citer le(s) rapport(s) pertinents.

1) Oui Au niveau national seulement, citer le(s) rapport(s) :

-Débat national sur la dépendance organisé par le Gouvernement au cours du premier semestre 2011. Tous les rapports produits dans ce cadre sont consultables à l'adresse suivante :

<http://www.social-sante.gouv.fr/espaces,770/personnes-agees-autonomie,776/dossiers,758/le-debat-de-la-dependance,2071/les-groupes-de-travail,13792.html>

-DREES :

<http://www.drees.sante.gouv.fr/personnes-agees,47.html>

2) Oui Au niveau infranational seulement, citer le(s) rapport(s)

3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le(s) rapport(s) _____

4) Non

2.20. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine du vieillissement et/ou des besoins des personnes âgées (60 ans et +) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Fondation nationale de Gérontologie (FNR)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes âgées <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input checked="" type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	<i>-Dans le cadre de l'axe 6 du plan nationale « Bien vieillir », expérience d'habitat intergénérationnel et diffusion de la charte « un toit, deux générations » élaborée conjointement par la FNR et Sciences Po Paris.</i>
b) Société Française de gériatrie et gérontologie	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes âgées <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autres, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	<i>-Programme « Mobiquat » : action nationale pour soutenir l'amélioration de la qualité des pratiques professionnelle en EHPAD, établissements de santé ou à domicile au bénéfice des personnes âgées</i>
c)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes âgées <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

2.21. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a collaboré dans le domaine du vieillissement et/ou des besoins des personnes âgées (60 ans et +) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public ayant travaillé en partenariat avec le secteur privé	Domaine d'intervention	Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

2.22. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine du vieillissement et/ou des besoins des personnes âgées (60 ans et +) au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
b)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/>	

		3) Triangulaire <input type="checkbox"/>	
		4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

Répondre aux besoins des personnes handicapées

<p>Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s):</p> <p>Institution(s)/Département(s):</p> <p>Adresse(s) électronique(s):</p> <p>Numéro(s) de téléphone – (Fixe): _____ (Mobile): _____</p> <p>Numéro(s) de fax:</p> <p>Date(s) de l'entretien:</p>

2.23. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs aux besoins des personnes handicapées ?

- 1) Oui
- 2) Non (*passer au 2.25*)

2.24. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblées et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1) Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs aux besoins des personnes handicapées	(2) Type	(3) État	(4) Principale institution responsable	(5) Groupes de population ciblées*	(6) Calendrier de mise en oeuvre ou année de démarrage/révision
a) La loi n°2005-102 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées apporte de nombreux changements dont l'ampleur est conditionnée par le contenu des textes d'application et les précisions qu'ils apportent. Principaux axes et avancées de cette loi classés par thèmes sont l'accueil des personnes handicapées, le droit à compensation, les ressources, la scolarité, l'emploi, l'accessibilité, la citoyenneté et participation à la vie sociale.	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Ministères des Affaires sociales, de la santé, de l'emploi et du travail	L'ensemble des populations souffrant d'un handicap (physique, sensoriel, mental, cognitif ou psychique).	La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées garantit l'accès aux droits fondamentaux de toute personne handicapée, quel que soit son handicap et retient <u>le principe d'une cité accessible à tous en 2015</u> dans la plus grande autonomie possible.

*Voir la liste des groupes de population ciblées dans le guide de l'enquêteur

2.25. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des besoins des personnes handicapées ?

- 1) Oui
2) Non (passer au 2.27)

2.26. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1) Entités institutionnelles chargées des besoins des personnes handicapées	(2) Année de création
a) Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées CNCDDH	2002
b) Conseil national du Handicap	2005
c) Observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle OBIAÇU	2009
d) Observatoire national sur la formation, la recherche et l'innovation sur le handicap ONFRIH	2009
e) Comité Interministériel du Handicap CIH	2009

2.27. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives aux besoins des personnes handicapées au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD relatives aux personnes handicapées	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Garantir un système d'éducation générale où les enfants ne sont pas exclus sur la base du handicap	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ <i>ULIS et CLIS</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ Voir 2.28 2) Non <input type="checkbox"/>	3
b) Créer des opportunités d'emploi pour les personnes handicapées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ <i>Obligation d'emploi à 6 % ESAT</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer à la question suivante)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ Voir 2.28 2) Non <input type="checkbox"/>	3
c) Veiller à ce que les personnes handicapées aient les mêmes droits et accès aux soins de santé sexuelle et de reproduction, y compris des informations et des services de planification familiale, et des services de prévention du VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ <i>-Plan VIH 2010-2014</i> <i>-Information contraception : subventions du ministère chargé de la santé au secteur associatif</i> <i>Rapport de la mission Pascal Jacob Février 2012.</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ <i>-Pour le VIH : Communication adaptée (Langue des signes et braille)</i> <i>Formation des intervenants auprès de personnes handicapées</i> <i>Accessibilité des centres de dépistage et des tables gynécologiques</i> <i>-Contraception : financement pour interventions auprès de groupes de jeunes handicapés (Mouvement français pour le planning familial</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	2
d) Développer les infrastructures pour s'assurer que les personnes handicapées aient accès, sur une base d'égalité avec les autres personnes, à l'environnement physique, aux transports, à l'information et aux communications, et à d'autres installations et services fournis au public	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ <i>Loi de 2005 sur le Handicap / accessibilité.</i> <i>Plan accessibilité numérique</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ <i>Accès aux Etablissements recevant du public.</i> <i>Accès aux sites internet de l'Etat et du Gouvernement</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	2

e) Renforcer et étendre les services et programmes d'habilitation et de réhabilitation en faveur des personnes handicapées	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	
f) Instituer des procédures et mécanismes concrets pour les personnes handicapées pour leur permettre de participer à la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des activités ayant un impact direct sur leur vie	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	
g) Garantir aux personnes handicapées une protection juridique égale et effective contre la discrimination, quelle qu'en soit la raison	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	
h) Promouvoir l'égalité en prenant toutes les mesures appropriées pour veiller à ce que les besoins des personnes handicapées soient raisonnablement pris en compte dans tous les aspects de la vie économique, sociale, politique et culturelle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ <i>Loi de 2005.</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	2
i) Apporter un appui aux familles qui s'occupent de personnes handicapées	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	
j) Collecter des données désagrégées par âge, sexe, lieu de résidence, origine ethnique et sociale ou autre, sur la situation civile, politique et socioéconomique des personnes handicapées	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	
k) Autre, préciser ____	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	

*Voir la liste en annexe

2.28. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées aux besoins des personnes handicapées.

Parmi les questions liées aux besoins des personnes handicapées qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux besoins des personnes handicapées et pertinentes dans le contexte national	
a) Garantir un système d'éducation générale où les enfants ne sont pas exclus sur la base du handicap	La scolarisation en milieu ordinaire, qu'elle soit collective, dans des dispositifs adaptés comme les Classes d'Intégration Scolaire (CLIS) et les Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire (ULIS), ou qu'elle soit individuelle, soutenu par le développement des services d'auxiliaires de vie, a connu en six ans des progrès spectaculaires.
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	<p>En 2011- 2012, 210 400 élèves handicapés sont scolarisés dans les établissements relevant du ministère de l'éducation nationale (publics ou privés sous contrat) ; à raison de 130 517 dans le premier degré et de 79 878 dans le second degré, soit une progression de plus d'un tiers depuis l'entrée en vigueur de la loi.</p> <p>L'accompagnement a progressé avec le doublement du nombre d'auxiliaires de vie scolaire (AVS) entre 2007 et 2010 (23 261 ETP en 2010) contre 10 247 ETP en 2006) ainsi que les moyens consacrés.</p>
c) Elements facilitateurs	Le gouvernement a décidé, dès la rentrée 2012, le recrutement de 1500 AVS individuels supplémentaires. Un décret du 23 juillet 2012 crée une nouvelle aide mutualisée afin d'organiser avec plus de souplesse et d'efficacité l'accompagnement d'élèves qui ne requièrent pas une attention soutenue et continue. De plus, une réflexion est engagée sur la formation de tous les personnels, et notamment sur la professionnalisation des AVS dans le cadre d'un chantier ambitieux de refondation de l'école.
d) Obstacles	Si l'intégration de plus en plus fréquente des enfants et adolescents handicapés en milieu ordinaire constitue un progrès, encore faut-il leur permettre de suivre la meilleure scolarité possible.
Questions liées à la CIPD relatives aux besoins des personnes handicapées et pertinentes dans le contexte national	
e) Créer des opportunités d'emploi pour les personnes handicapées	Le développement des compétences des personnes handicapées est un enjeu majeur pour favoriser leur insertion professionnelle et plus largement leur autonomie et inclusion sociale. Le chômage touche en effet deux fois plus les travailleurs handicapés que le reste de la population (22% contre 10% pour la population active dans son ensemble) et la raison la plus souvent avancée est leur manque de qualification professionnelle.

<p>f) Réalisations obtenues (documents à l'appui)</p>	<p>L'ensemble des dispositifs de formation professionnelle sont pleinement mobilisés, en particulier les centres de rééducation professionnelle (CRP), établissements médico-sociaux au nombre d'une centaine et qui mettent en œuvre des actions de réadaptation et de formation professionnelle au profit de près de 10 000 personnes adultes handicapées.</p> <p>Le développement des compétences est un objectif important pour les 115 000 personnes handicapées accueillies par près de 1400 établissements et services d'aide par le travail (ESAT). La loi de 2005, complétée par un décret de 2009, entend favoriser les démarches de reconnaissance et de développement des compétences pour ces travailleurs handicapés afin de diversifier leur parcours professionnel, de promouvoir des passerelles avec le milieu ordinaire de travail et d'en faire un levier du développement économique des ESAT dans leur territoire.</p> <p>L'accompagnement dont bénéficient ces travailleurs pendant leur formation qualifiante ou diplômante explique pour une large part le taux élevé et la qualité de l'insertion après formation.</p>
<p>g) Elements facilitateurs</p>	<p>La remise en janvier 2010 du rapport dit « Busnel » («L'emploi : un droit à faire vivre pour tous »), a permis que soit lancée une expérimentation dans dix départements volontaires, visant à tester un nouveau processus dynamique d'évaluation de l'employabilité des personnes handicapées.</p> <p>Dans le souci de faciliter et de généraliser l'évaluation des capacités de travail des personnes handicapées, un décret a permis, en 2011, précise les critères et le raisonnement à conduire pour apprécier les difficultés importantes d'accès à l'emploi qui résultent exclusivement du handicap.</p>
<p>h) Obstacles</p>	<p>La contribution des CRP à l'insertion et au reclassement professionnel des personnes handicapées doit donc être consolidée, tout en renforçant leur partenariat avec les organismes de formation de droit commun et leur inscription dans les politiques régionales concertées de formation.</p>

Questions liées à la CIPD relatives aux besoins des personnes handicapées et pertinentes dans le contexte national

<p>d) Développer les infrastructures pour s'assurer que les personnes handicapées aient accès, sur une base d'égalité avec les autres personnes, à l'environnement physique, aux transports, à l'information et aux communications, et à d'autres installations et services fournis au public</p>	<p>Avec la loi du 11 février 2005, la France s'est fixé un objectif extrêmement ambitieux et un véritable projet de société : rendre l'ensemble des aspects de la vie quotidienne, au sein de la Cité, totalement accessible à toutes les formes de handicap.</p> <p>Des progrès importants ont été réalisés depuis 2005 pour rendre plus facile l'accès des personnes handicapées à la culture, au sport, au tourisme et aux nouvelles technologies tant dans l'accès physique aux principaux établissements culturels, sportifs et touristiques que dans l'accès aux contenus, œuvres et productions : équipement des cinémas, sous-titrages des films, programmes télévisuels, labellisation des sites touristiques accessibles...</p>
<p>i) Réalisations obtenues (documents à l'appui)</p>	<p>Un certain nombre de mesures pour stimuler ce chantier ont été initiées : lancement d'un plan pluriannuel d'accessibilité des lieux de travail dans les trois fonctions publiques, les écoles de service public et les petites communes pour un financement total de 125M€ ; lancement d'un plan d'accessibilité numérique des sites de l'Etat et du gouvernement (25M€) piloté par la nouvelle délégation interministérielle aux systèmes d'information et de communication de l'Etat (DISICE) créée à cet effet ; renforcement des moyens de l'Observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle (OBIAçU), afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle de centre de ressources ; plan de formation à destination des membres des commissions départementales de sécurité et d'accessibilité, chargés de se prononcer sur les demandes de dérogation et de substitution.</p>
<p>j) Elements facilitateurs</p>	<p>Création de l'Observatoire interministériel de l'accessibilité et de la conception universelle OBIAçU.</p>
<p>k) Obstacles</p>	<p>La mise en accessibilité physique de la Cité (cadre bâti et des services de transport collectif), pour laquelle la loi de 2005 a fixé une échéance – 2015- connaît un certain retard en raison de l'ampleur du chantier à conduire et de son coût, notamment pour les collectivités territoriales.</p>

2.29. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant les besoins des personnes handicapées dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

Questions relatives aux besoins des personnes handicapées dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années

- a) Pour assurer cette bonne prise en compte du handicap, les travaux de préparation d'un projet de loi devront systématiquement inclure une réflexion sur l'insertion dans le texte de dispositions spécifiques aux personnes handicapées. Une **fiche « diagnostic-handicap »**, aura vocation à nourrir l'étude d'impact du projet de loi correspondant. Elle devra obligatoirement être jointe au dossier de tout projet de loi à venir.

2.30. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur les besoins des personnes handicapées au niveau national et/ou infranational? Si OUI, citer le(s) rapport(s) pertinents.

1) Oui

Au niveau national seulement, citer le(s) rapport (s) Remise en février 2012 du Rapport "Jacob" : Pour la personne handicapée : un parcours de soins sans rupture d'accompagnement ; l'hospitalisation au domicile social ou médico-social

2) Oui Au niveau infranational seulement, citer le(s) rapport (s)

La remise en janvier 2010 du rapport dit « Busnel » («L'emploi : un droit à faire vivre pour tous »), a permis que soit lancée une expérimentation dans dix départements volontaires, visant à tester un nouveau processus dynamique d'évaluation de l'employabilité des personnes handicapées.

3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le(s) rapport(s) _____

4) Non

2.31. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine des personnes handicapées, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de personnes handicapées <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	

2.32. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a collaboré dans le domaine des personnes handicapées, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1) Nom du partenaire du secteur privé	(2) Nom du service public ayant travaillé en partenariat avec le secteur privé	(3) Domaine d'intervention	(4) Activités menées
a) AGEFIPH	Ministère en charge de l'emploi	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	-Gestion des contributions des employeurs -Développement de la coopération -Financement des projets -Organisation et animation du réseau professionnel

2.33. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine des personnes handicapées, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1) Nom du pays et du service public donateurs	(2) Nom du pays et du service public bénéficiaires	(3) Type de coopération internationale	(4) Activités menées
a) Accord Franco-Wallon	Gouvernement de la région Wallonne du Royaume de Belgique	1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input checked="" type="checkbox"/>	Coopération médico-sociale transfrontalière.
b) France/Handicap International	Multi pays	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

Répondre aux besoins des populations autochtones

Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Vincent BOUVIER, délégué général à l'outre-mer, préfet
Institution(s)/Département(s): Délégation générale à l'outre-mer (Ministère des outre-mer)
Adresse(s) électronique(s):
Numéro(s) de téléphone – (Fixe): (Mobile):
Numéro(s) de fax:
Date(s) de l'entretien:

2.34. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs aux besoins des populations autochtones?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 2.36)

2.35. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblées et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs aux besoins des populations autochtones	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblées*	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
a)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
b)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
c)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
d)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

*Voir la liste des groupes de population ciblées dans le guide de l'enquêteur

2.36. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des besoins des populations autochtones ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 2.38)

2.37. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Entités institutionnelles chargées des besoins des populations autochtones	Année de création
a) Sénat coutumier en Nouvelle-Calédonie	Accord de Nouméa 1998 (mis en œuvre par la loi du 19 mars 1999)
b) Conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinengue en Guyane	Loi du 21/02/2007
c)	
d)	
e)	

2.38. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives aux besoins des populations autochtones au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD relatives aux besoins des populations autochtones	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) En matière d'éducation, créer pour les populations autochtones en matière d'éducation, des conditions leur permettant d'avoir accès à une éducation dans leur propre langue et dans le respect de leur culture	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	- En Nouvelle Calédonie et en Polynésie française, l'éducation est de la compétence des gouvernements locaux. L'apprentissage des langues locales est intégré au programme scolaire. -En Guyane, afin de tenir compte de la spécificité linguistique des amérindiens, un dispositif a été créé en 1998 : des médiateurs culturels et bilingues. Il s'agit d'intervenants en langues et cultures maternelles recrutés et affectés en milieu non francophone (amérindien, buschinengué, hmong), dans l'Ouest et dans l'intérieur de la Guyane.
b) Veiller à ce que les autochtones pris individuellement, et particulièrement les enfants, aient accès à tous les niveaux et toutes les formes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer à la question suivante)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	L'école est obligatoire pour tous les enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Il existe des écoles dans les villages amérindiens, dans toutes les îles polynésiennes et des internats

d'enseignement public sans discrimination				pour les niveaux d'étude supérieurs.
c) Créer des possibilités d'emploi décent pour les populations autochtones, sans discrimination	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	Le programme " Cadres Avenir" existe depuis 1988 en Nouvelle-Calédonie et a permis la formation de 600 cadres mélanésiens.
d) Veiller à ce que les populations autochtones aient accès aux soins de santé sexuelle et de reproduction appropriés à leur culture, y compris aux services de prévention du VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	Des actions de prévention et d'information sont organisées dans le cadre des dispensaires au plus près des populations locales.
e) Donner le moyen aux populations autochtones d'exercer un droit d'occupation et de gestion sur leurs terres	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	-En France, la prise en considération des aspirations des populations autochtones relatives à la terre, n'est pas passée par une réponse globale et chaque situation a reçu une réponse individualisée. -En Nouvelle Calédonie, création de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) qui existe depuis 1988 et reconnaissance dans le statut du territoire de droits collectifs pour les terres coutumières. -En Guyane, les habitants qui vivent dans la forêt guyanaise (essentiellement des amérindiens) se sont vus reconnaître sur les terrains domaniaux, des droits d'usage collectifs pour la pratique de la chasse, de la pêche et d'une manière générale pour l'exercice de toute activité nécessaire à leur subsistance ou des droits de concession ou de cession de ces terres.
f) Protéger et restaurer les écosystèmes naturels dont les communautés autochtones dépendent pour leur survie et leur bien-être	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	-Les deux nouvelles usines de nickel en Nouvelle Calédonie ont fait l'objet d'étude d'impact au regard de l'environnement. -En Guyane, la prévention et la

				réduction des risques spécifiques d'exposition au mercure pour les populations amérindiennes font partie des objectifs du plan régional santé-environnement.
g) Instituer des procédures et mécanismes concrets pour que les populations autochtones puissent participer à la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des activités ayant un impact direct sur leur vie	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	-Les gouvernements locaux et les assemblées élues des territoires d'outre-mer sont consultés sur chaque projet de texte comportant des dispositions qui leurs sont spécifiques.
h) Solliciter le consentement libre, préalable et informé des populations autochtones dans les accords commerciaux, les accords d'investissement direct et les accords de concession ayant un effet sur leur vie et sur leur environnement	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	
i) Protéger les populations autochtones de la discrimination	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	-Mise en place en 2004 de la haute autorité de de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE). Cette fonction est maintenant reprise par le Défenseur des droits, inscrite dans la Constitution depuis le 23 juillet 2008 et instituée par la loi organique et la loi ordinaire du 29 mars 2011.
j) Collecter des données désagrégées par âge, sexe et lieu de résidence, sur la situation socioéconomique des populations autochtones	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
k) Autre, préciser ____	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

*Voir la liste en annexe

2.39. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées aux besoins des populations autochtones

Parmi les questions liées aux besoins des populations autochtones, qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux besoins des populations autochtones et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 2.38 ci-dessus)	
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

2.40. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant les besoins des populations autochtones dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

La France a choisi de ne pas adopter une politique globale et uniforme en faveur des populations autochtones. Elle a privilégié l'adoption de mesures propres à chaque population, prises en concertation avec les représentants de ces collectivités. Les mesures décidées par le Gouvernement français ont été adaptées à chacune des populations autochtones et en fonction des réalités locales, tant culturelles, qu'économiques et sociales.

Questions relatives aux besoins des populations autochtones dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années
a)
b)
c)
d)
e)

2.41. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur les besoins des populations autochtones aux niveaux national et/ou infranational? Si OUI, citer le(s) rapport(s) pertinents.

- 1) Oui Au niveau national seulement, citer le(s) rapport (s) _____
- 2) Oui Au niveau infranational seulement, citer le(s) rapport (s) _____
- 3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le(s) rapport(s) _____
- 4) Non

2.42. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine des populations autochtones, au cours des cinq (5)

dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de populations autochtones <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input checked="" type="checkbox"/> _____	Commission nationale consultative des droits de l'homme	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de populations autochtones <input checked="" type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autres, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de populations autochtones <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input checked="" type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

2.43. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a collaboré dans le domaine des populations autochtones, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public ayant travaillé en partenariat avec le secteur privé	Domaine d'intervention	Activités menées
A) Société minière XSTRATA en Nouvelle Calédonie		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> x 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
B) Société minière VALE INCO en Nouvelle Calédonie		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> x 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
C) Société aurifère REXMAR en Guyane		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> x 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

2.44. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine des populations autochtones, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
b)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

2.44. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine des populations autochtones, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a) France / Agence Française de Développement	Kenya / KENGEN (Kenya Electricity Generating Company)	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Sensibilisation plaidoyer et appui technique pour la prise en compte des intérêts de communautés Masaï
b) France / Agence Française de Développement	Cameroun / EDC (Electricity Development Corporation)	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Evaluation sociale et mesure du degré de vulnérabilité des Peulhs/Mbororos
c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

SECTION 3. URBANISATION ET MIGRATIONS INTERNES (CHAPITRE IX)

<p>Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution(s)/Département(s): Adresse(s) électronique(s): Numéro(s) de téléphone – (Fixe): _____ (Mobile): _____ Numéro(s) de fax: Date(s) de l’entretien:</p>

3.1. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs à l’urbanisation et aux migrations internes ?

- 1) Oui
2) Non (passer au 3.3)

3.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l’état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblés et le calendrier de mise en œuvre et l’année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs à l'urbanisation et aux migrations internes	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en oeuvre ou année de démarrage/révision
a)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
b)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
c)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
d)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

*Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur

3.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des questions relatives à l'urbanisation et à la répartition démographique interne ?

- 1) Oui
2) Non (passer au 3.5)

3.4. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées de l'urbanisation et de la repartition démographique interne	Année de création
a)	
b)	
c)	
d)	
e)	

3.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD, relatives à l'urbanisation et aux migrations internes dans le contexte national au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives à l'urbanisation et aux migrations internes	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Promouvoir la croissance des petits et moyens centres urbains	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
b) Promouvoir des stratégies de développement rural pour réduire les facteurs d'urbanisation	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer à la question suivante)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
c) Promouvoir la décentralisation	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
d) Garantir des terres, un logement, des services et des moyens de subsistance aux pauvres des villes	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
e) Faciliter l'intégration des migrants des campagnes vers les villes	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
f) Favoriser la gestion de l'environnement dans les agglomérations urbaines	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
g) Promouvoir l'appui aux personnes déplacées en matière de santé, d'éducation, de formation et d'emploi (<i>le cas échéant</i>)	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

h) Planifier la croissance de la population urbaine en amont	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
i) Autre, préciser ____	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

*Voir la liste en annexe

3.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées à l'urbanisation et aux migrations internes

Parmi les questions liées à l'urbanisation et aux migrations internes, qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives à l'urbanisation et aux migrations internes et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 3.5 ci-dessus)	
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

3.7. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant l'urbanisation et aux migrations internes dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années?

Questions relatives à l'urbanisation et aux migrations internes dont on pense qu'elles acquerront une plus grande priorité dans les politiques publiques pour les cinq (5) à dix (10) prochaines années

a)
b)
c)
d)
e)

3.8. Existe-t-il des restrictions juridiques ou pratiques à la circulation des personnes dans le pays, y compris la nécessité d'avoir un permis de travail, une pièce d'identité et une preuve d'emploi ou une adresse légale au lieu de destination, sur la base du statut sérologique, ou, pour les femmes, la nécessité d'avoir une autorisation du mari ou du tuteur légal?

- 1) Oui, juridiques (liste de ces restriction(s): _____)
- 2) Oui, pratiques (liste de ces restriction(s): _____)
- 3) Oui, juridiques et pratiques (liste de ces restriction(s): _____)
- 4) Non

3.9. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur les migrations internes et/ou l'urbanisation aux niveau national et/ou infranational? Si OUI, citer le(s) rapport(s) pertinents.

- 1) Oui Au niveau national seulement, citer le(s) rapport (s) _____
- 2) Oui Au niveau infranational seulement, citer le(s) rapport (s) _____
- 3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le(s) rapport(s) _____
- 4) Non

3.10. Le pays a-t-il, au cours des cinq (5) dernières années, effectué une évaluation/analyse de situation sur les déplacés internes et/ou les réfugiés?

- 1) Oui Une évaluation initiale pour répondre aux déplacements de population après une crise/catastrophe
- 2) Oui Pour obtenir un profil des personnes déplacées
- 3) Oui Dans le cadre d'enquêtes couvrant les populations réfugiées
- 4) Non Néant (*passer au 3.12*)

3.11. Si OUI, decrier les principales mesures prises pour protéger et assister les réfugiés et les personnes déplacées sur la base de ces évaluations/analyses de situation.

3.12. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de l'urbanisation et des migrations internes, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de migrants <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de migrants <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autres, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de migrants <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser <input type="checkbox"/> _____		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

3.13. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a collaboré dans le domaine de l'urbanisation et des migrations internes, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public ayant travaillé en partenariat avec le secteur privé	Domaine d'intervention	Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/>	

		6) Éducation et formation <input type="checkbox"/>	
		7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/>	
		2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/>	
		3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/>	
		4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/>	
		5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/>	
		6) Éducation et formation <input type="checkbox"/>	
		7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

3.14. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine de l'urbanisation et des migrations internes, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1) Nom du pays et du service public donateurs	(2) Nom du pays et du service public bénéficiaires	(3) Type de coopération internationale	(4) Activités menées
a) France/AFD	Egypte	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	1/ Etude sur le secteur du développement urbain et du logement social en Egypte 2/ Etude de préféabilité des quartiers informels 3/ Financement de la 3 ^{ème} ligne de métro du Caire 4/ Financement d'un projet d'eau au Caire et dans 4 gouvernorats du Delta 5/ Financement d'un projet d'eau dans 4 gouvernorats du sud 6/ Etude de faisabilité du projet de transport urbain d'Alexandrie (sur FIV)
b)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/>	

		3) Triangulaire <input type="checkbox"/>	
		4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

SECTION 4. MIGRATIONS INTERNATIONALES ET DÉVELOPPEMENT (CHAPITRE X)

Nom(s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Pierre Robion
Institution(s)/Département(s): ministère des affaires étrangères
Adresse(s) électronique(s):
Numéro(s) de téléphone – (Fixe):
Numéro(s) de fax:
Date(s) de l'entretien: 5/12/2012

4.1 Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs aux migrations internationales et au développement ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 4.3)

4.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblées et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1) Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs aux migrations internationales et au développement	(2) Type	(3) État	(4) Principale institution responsable	(5) Groupes de population ciblées*	(6) Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
a) Politique des accords de gestion concertée des flux migratoires	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	-Ministère de l'intérieur		2008-2012. actuellement en révision.
b) Migrations et développement	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	-Ministère des affaires étrangères		2012. actuellement en élaboration.
c)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
d)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

*Voir la liste des groupes de population ciblées dans le guide de l'enquêteur

4.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des questions relatives aux migrations internationales et au développement ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 4.5)

4.4. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées des migrations internationales et du développement	Année de création
a) Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations	2002
b) Service du développement solidaire au ministère de l'intérieur	2008-2012
c) Sous direction de la santé et du développement humain au MAE	2009
d) Pôle co-développement au MAE	2012
e) Agence française de développement, directions de la stratégie et des opérations	

4.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives aux migrations internationales et au développement dans le contexte national au cours des cinq (5) dernières années

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives aux migrations internationales et au développement	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Examiner les causes profondes des migrations pour que les migrations se fassent par choix et non par nécessité	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> -MAE - AFD 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Soutien aux recherches de l'IRD sur les migrations sud-sud, de l'OCDE sur les migrations qualifiées, et de l'IDDRI sur les migrations climatiques</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	<i>Etudes publiées, conférences réalisées.</i>
b) Protéger les migrants contre les violations des droits de l'homme, le racisme, l'ethnocentrisme et la xénophobie	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Ministère de l'Intérieur. Soutien aux organisations internationales et associations de protection des migrants</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer à la question suivante)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1,2,3, 4
c) Tenir compte du sexe et de l'âge dans la formulation des politiques d'immigration	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Ministère de l'Intérieur. Attention particulière aux mineurs non accompagnés.</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
d) Examiner les facteurs qui contribuent aux déplacements internes forcés	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom___ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser___ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1,2,3, 4
e) Renforcer l'appui aux activités internationales visant à protéger et à aider les réfugiés et les personnes déplacées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-MAE. Aide à l'OIM et le HCR</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Soutien aux opérations de l'OIM en Haïti, Libye et corne de l'Afrique.</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	Réalisées et en cours.
f) Lutter contre la traite et le trafic des migrants	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> -MAE	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Coopération policière</i>	1,2,3, 4

	2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)		<i>et douanière.</i> 2 Non <input type="checkbox"/>	
g) Faciliter les transferts de fonds des immigrés et leur utilisation aux fins du développement	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Engagement international de la France à faciliter et faire baisser les coûts des transferts.</i> <i>-Réalizations d'études et conférences. Site envoiaargent.fr</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
h) Renforcer le dialogue et la coopération entre les pays d'origine, de transit et de destination	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-MAE</i> <i>-Ministère de l'Intérieur</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Soutien au Forum mondial migrations et développement et au processus de Rabat</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
i) Améliorer les données désagrégées sur les migrations internationales (y compris les migrations forcées) en prenant en compte l'âge, le sexe et d'autres variables en termes d'équité et de vulnérabilité	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1,2,3, 4
j) Autre, préciser ____	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser__ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

*Voir la liste en annexe

4.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées aux migrations internationales et au développement.

Parmi les questions liées aux migrations internationales et au développement, qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux migrations internationales et au développement et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 4.5 ci-dessus)	
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	
c) Éléments facilitateurs	

d) Obstacles	
--------------	--

4.7. Sur une échelle de 1 à 4, indiquer dans quelle mesure les priorités suivantes en termes de migrations internationales sont prises en compte dans le contexte national actuel.

(1)	(2)			
Priorités en termes de migrations internationales	Degré de priorité (1=faible; 2=quelque peu faible; 3=quelque peu élevé; 4=élevé)			
Pays d'origine				
a) Définir les causes profondes des migrations et faire en sorte que rester dans son pays soit une option viable pour tous.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
b) Faciliter l'entrée des fonds envoyés, grâce à des politiques économiques saines et à des mécanismes bancaires adéquats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
c) Prévoir des dispositions pour le rapatriement volontaire et le retour en toute sécurité des migrants, y compris les migrants forcés	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
d) Faciliter l'échange d'informations sur les politiques migratoires	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
e) Faciliter la réinsertion des migrants	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
f) Créer des mécanismes de promotion des investissements de la diaspora et de leur contribution auprès des communautés d'origine	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
Pays d'accueil				
g) Assurer aux migrants en règle et aux membres de leurs familles le même traitement que celui reçu par les nationaux sur le plan des droits fondamentaux	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
h) Protéger les femmes et les enfants qui émigrent en tant que membres de famille contre les abus et le déni de leurs droits fondamentaux	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
i) Œuvrer dans le sens de l'intégration du regroupement familial dans la législation nationale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
j) Prévenir les actions et les politiques racistes et xénophobes	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
k) Prévenir l'exploitation des migrants clandestins, et protéger leurs droits humains fondamentaux	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
l) Prévenir le trafic international des migrants, et les protéger contre le racisme, l'ethnocentrisme et la xénophobie	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
m) Informer les migrants potentiels des conditions légales d'entrée, de séjour et d'emploi dans les pays hôtes	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
n) Faciliter l'intégration des migrants, y compris les migrants forcés	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
o) Prévenir la discrimination des migrants sur la base de l'âge, du sexe, de la race, du statut sérologique, de la religion ou de l'incapacité	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
Tous les pays				

p) Engager des négociations bilatérales ou multilatérales, entre autres, sur les accords de réadmission qui protègent les droits fondamentaux des migrants clandestins, conformément aux instruments internationaux en la matière	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
q) Renforcer l'appui aux activités internationales visant à protéger et à assister les réfugiés et les personnes déplacées	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
r) Permettre aux migrants, aux personnes déplacées et aux réfugiés d'accéder aux services de santé, notamment aux services de santé sexuelle et reproductive	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
s) Appuyer la collecte des données et le suivi des effectifs et des flux des migrants	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

4.8. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes relatives au développement et aux migrations internationales que le pays considère comme prioritaires au titre des politiques publiques au cours des cinq (5) ou dix (10) prochaines années?

Questions relatives aux migrations internationales et au développement, considérées comme prioritaires au titre des politiques nationales au cours des cinq ou dix prochaines années
a) le développement des régions d'émigrations
b) l'accès des migrants aux ressources de base
c) la mise en place d'une véritable gestion globale ou régionale de la mobilité
d) les migrations environnementales
e)

4.9. Le pays a-t-il procédé à une évaluation ou à une analyse de situation des migrations internationales et du développement au niveaux national et/ou infranational au cours des cinq (5) dernières années? Si OUI, citer le/les rapports.

- 1) Oui Au niveau national uniquement, citer le/les rapport(s) _____
- 2) Oui Au niveau infranational uniquement, indiquer le/les rapport(s) _____
- 3) Oui Aux niveaux national et infranational, indiquer le/les rapport(s) _____
- 4) Non

4.10. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine des migrations internationales et du développement, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) FORIM	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Ministère de l'intérieur	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b) Eunomad	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input checked="" type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Ministère de l'intérieur	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c) IRD	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes des jeunes <input type="checkbox"/> 4) Centres niversitaires/de recherche <input checked="" type="checkbox"/> 5) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	MAE	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

4.11. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine des migrations internationales et du développement au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/>	

		7) Autre, préciser _____	<input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services	<input type="checkbox"/>	
		2) Recherche et collecte de données	<input type="checkbox"/>	
		3) Plaidoyer et formulation de politiques	<input type="checkbox"/>	
		4) Sensibilisation et mobilisation sociale	<input type="checkbox"/>	
		5) Suivi et conseil juridique	<input type="checkbox"/>	
		6) Éducation et formation	<input type="checkbox"/>	
		7) Autre, préciser _____	<input type="checkbox"/>	

4.12. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine des migrations internationales et du développement, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a) France/AFD	Maroc, Ministère en charge des Marocains Résidant à l'Etranger	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	Appui à la création de petites et moyennes entreprises par les Marocains résidant à l'étranger et à la définition de politiques publiques migration et développement
		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

SECTION 5. FAMILLE, BIEN-ÊTRE DES INDIVIDUS ET SOCIÉTÉS (CHAPITRE V)

Nom (s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution (s)/ Département (s): Adresse(s) électronique(s): Numéro (s) de téléphone – (Fixe): (Mobile): Numéro (s) de fax: Date (s) de l'entretien:

5.1. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs aux besoins de la famille et au bien-être des individus ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 3.3)

Dans

5.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblés et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs aux besoins de la famille et au bien-être des individus	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
Plan quinquennal de lutte contre la pauvreté	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	-Comité interministériel de lutte contre les exclusions		-Ce plan est en cours d'élaboration, suite à la conférence nationale de lutte contre la pauvreté qui a eu lieu les 10 et 11 décembre 2012. Un atelier était consacré à la pauvreté des enfants et des familles.
Soutien à la parentalité : « Autour des parents – Mobilisation pour la petite enfance et la parentalité »	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	-Ministre déléguée chargée de la famille	3, les parents	2012-2013
Plan de développement de l'offre de garde pour la petite enfance	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	DGCS/CNAF		2009-2012
Plan métiers de la petite enfance	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	DGCS	1, 2, 3, 4, 5	2008-2012
Etats généraux de l'enfance fragilisée	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	DGCS		2010

*Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur

5.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées d'examiner les questions relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus?

- 1) Oui
- 2) Non (*passer au 5.5*)

5.4. Si OUI, donner le(s) nom(s) des entités institutionnelles et leur année de création.

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées des besoins de la famille et du bien-être des individus	Année de création
a) Le Haut Conseil de la Famille	2008
b) Comité national de soutien à la parentalité	2010
c) Ministère des droits des femmes	2012
d) Directrice Générale de la Cohésion Sociale – Déléguée interministérielle à la famille et déléguée interministérielle aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes	2010
e) Défenseur des droits, assisté de la défenseure des droits de l'enfant	2000 puis 2011 (Sous l'autorité du Défenseur des droits)

5.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD, relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus dans le contexte national au cours des cinq (5) dernières années

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Accroître les efforts pour veiller à ce que les services de santé, d'éducation et de bien-être fonctionnent efficacement et sur le mode de la collaboration	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Conventions d'objectifs et de gestion (COG) passées entre l'Etat et la Caisse nationale d'allocations familiales (2009 – 2012)</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Mission de l'IGAS mandatée pour procéder au bilan de la COG 2009-2012</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	3
b) Faciliter la compatibilité entre la participation à la vie active et les responsabilités parentales	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Plan 2009/2012 de développement de 200 000 crèches , Négociation annuelle sur articulation des temps de vie lors des conventions et accords collectifs de travail (Code du Travail L2242-5)</i> <i>- Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté adopté le 21 janvier 2013 par le Comité interministériel de lutte contre les exclusions.</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Suivi trimestriel du plan 200 000 crèches par la DGCS et DSS (tableau de bord)</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	3
c) Mettre en place des plans de protection financière et sociale au profit des familles monoparentales	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Allocation de soutien familial (ASF), Revenu de solidarité active (RSA), aide à la garde d'enfants pour parents isolés (AGEPI)</i> <i>-- Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté adopté le 21 janvier 2013 par le Comité interministériel de lutte contre les exclusions</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser ___ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
d) Renforcer les capacités de	1) Oui	1) Oui <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/>	?

suivi de l'impact des politiques sur le bien-être des familles	2) Non <input checked="" type="checkbox"/> (passer au point suivant)	2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	2) Non <input type="checkbox"/>	
e) Fournir une assistance efficace aux familles et à leurs membres qui connaissent des problèmes particuliers	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Différents outils de soutien à la parentalité, tels que, par exemple, le Service d'accompagnement familial (SAF) au sein des Maisons de l'enfance et de la famille (MEF) ou les services de médiation familiale.</i> <i>-Dispositif de l'Aide sociale à l'enfance (au niveau des départements)</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	3
f) Empêcher les violences et la négligence envers les enfants, et porter assistance aux enfants victimes de mauvais traitement, de négligence et d'abandon, notamment les orphelins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Loi du 5 mars 2007 réformation la protection de l'enfance, Opérateur : GIPED (« groupement d'intérêt public Enfance en danger ») dont numéro d'appel d'urgence 119</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Etats généraux de l'enfance fragilisée en 2010.</i> <i>-Travaux de l'Observatoire national de l'enfance en danger (ONED) et séminaire du 5 mars 2012 d'évaluation de la loi de 2007</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
g) Porter assistance aux familles qui ont à leurs charges des personnes handicapées ou séropositives	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Programme pluriannuel de création de places en établissement et services pour un accompagnement adapté du handicap tout au long de la vie (2008-2012), Loi du 11 février 2005 assurant scolarisation des enfants handicapés</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Objectif National de Dépense d'Assurance Maladie (ONDAM) médico-social</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	3
h) Garantir aux ménages qui travaillent des systèmes de santé et d'éducation pour la petite enfance qui soient de qualité, notamment par le biais de programmes à horaire prolongé	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Plan de développement de l'offre de garde pour la petite enfance.</i> <i>-Article L214-7 du Code de l'action sociale codifié par la loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion : prévoit que les établissements garantissent des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés de moins de 6 ans à la charge des personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle (bénéficiant du RSA)</i> <i>-Mise en œuvre de solutions innovantes permettant plus de souplesse telles que, par exemple, les micro-crèches ou les maisons d'assistantes maternelles.</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
i) Fournir appui et assistance aux familles vulnérables (familles très pauvres, victimes de crise humanitaire, de sécheresse, etc.)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Loi du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable.</i> <i>- Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté adopté le 21 janvier 2013 par le Comité interministériel de lutte contre les exclusions</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Indicateur de suivi : proportion des demandes adressées aux services intégrés d'accueil et d'orientation qui débouchent sur un hébergement ou un logement, taux de contractualisation entre les opérateurs du champ « Accueil » et « hébergement », « Insertion » et l'Etat</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	2

j) Appuyer les programmes d'éducation sur le rôle des parents, leurs aptitudes et le développement de l'enfant	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Réseaux d'écoute, d'aide et d'appui à la parentalité ont pour objectif de donner confiance aux parents et les aider à assurer leur rôle parental.</i> <i>- Contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS), financé par la CNAF et les collectivités locales, contribue à soutenir en dehors du temps scolaire, les enfants et les jeunes dans leur travail personnel scolaire.</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- en 2009, plus de 8000 actions ont bénéficié à 538000 parents</i> <i>- pour l'année 2009/2010, plus de 176 000 enfants et adolescents ont été bénéficiaires des CLAS</i> <i>- Organisation de la consultation « autour des parents » qui s'est achevée en février 2013.</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	3
k) Autre, préciser _____	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

*Voir la liste en annexe

5.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées aux besoins de la famille et au bien-être des individus.

Parmi les questions liées aux besoins de la famille et au bien-être des individus, qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 4.5 ci-dessus)	Fournir appui et assistance aux familles vulnérables.
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	<p>Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, adopté par le Comité interministériel de lutte contre les exclusions le 21 janvier 2013. Parmi les mesures adoptées, on peut citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une aide aux familles monoparentales ou nombreuses en situation de pauvreté, à travers une augmentation du montant de l'Allocation de soutien familial (ASF) et une majoration du Complément familial (CF). - un renforcement de l'accès aux crèches pour les enfants de familles en situation de pauvreté ; sur chaque territoire, le nombre d'enfants en accueil collectif issus de ces familles devra refléter la composition de la population locale, avec un minimum de 10 %. <p>http://www.gouvernement.fr/presse/plan-pluriannuel-contre-la-pauvrete-et-pour-l-inclusion-sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'engagement d'un rattrapage du niveau du revenu de solidarité active (RSA) socle, de 10 %, en sus de l'inflation, d'ici à 2017, avec une première revalorisation de 2 % en septembre 2013.
c) Éléments facilitateurs	Ce plan est le fruit d'un travail de concertation inédit avec l'ensemble des acteurs des politiques de solidarité : les services de l'État, les collectivités territoriales, les associations, les partenaires sociaux, les chercheurs et experts, ainsi que les personnes en situation de pauvreté. Il a été précédé d'une conférence nationale les 10 et 11 décembre 2012 et de groupes de travail préparatoires auxquels ont été associées des

	personnes en situation de pauvreté, spécialement accompagnées dans le cadre d'une expérimentation menée par le Conseil National des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. http://www.cnle.gouv.fr/Experimentation-du-8e-college.html
d) Obstacles	L'annonce, devant le Comité interministériel de lutte contre les exclusions (CILE), du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale marque la volonté du Gouvernement français de placer la solidarité au cœur de son action, dans un contexte budgétaire pourtant contraint et difficile.

5.7. Le pays fournit-il un appui spécial (en espèces ou en nature) par des programmes ou des plans de protection sociale en faveur des familles ou des individus défavorisés?

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du programme ou du plan de protection sociale	Groupes ciblés*	Appui financier	Appui en nature
a) Allocations familiales	1, 3	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Prestation accueil du jeune enfant (PAJE)	1, 3	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Complément familial	1, 3	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Allocation logement dite « familiale »	1, 3	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Allocation de soutien familial	3	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
f) Allocation de rentrée scolaire	1, 3	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Allocation journalière de présence parentale	1, 3	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Allocation d'éducation de l'enfant handicapé	7	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
i) Le revenu de solidarité active (RSA) spécifique aux parents isolés d'un enfant de moins de 3 ans	2, 3,	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
j) Programme « familles vulnérables » (LFSS) : transferts fiscaux en faveur des familles (Demi-part supplémentaire pour les parents isolés, crédits d'impôt pour frais de garde des enfants de moins de 6 ans)	1, 3	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
l)		1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

*Voir les groupes de population ciblés dans le guide du questionnaire de l'enquêteur

5.8. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes, relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus, que le pays considère comme prioritaires au titre des politiques publiques au cours des cinq (5) ou dix (10) prochaines années?

Questions relatives aux besoins de la famille et au bien-être des individus, considérées comme prioritaires au titre des politiques nationales au cours des cinq ou dix prochaines années
a) Lutte contre la pauvreté avec adoption de dispositions spécifiques pour les familles et l'enfance (conférence nationale des 10 et 11 décembre et préparation d'un plan quinquennal de lutte contre la pauvreté en début d'année 2013)
b) La problématique de la dépendance (un projet de loi de réforme de la politique de la dépendance est prévu fin 2013)
c) La politique de soutien à la parentalité (Consultation citoyenne des parents menée entre novembre 2012 et début 2013 dans quatre régions)
d)
e)

5.9. Le pays a-t-il procédé à une évaluation/ analyse de situation de la famille, de ses besoins et de sa composition/structure aux niveaux national et/ou infranational au cours des cinq (5) dernières années? Si OUI, citer le/les rapports.

1) Oui Au niveau national uniquement, citer le/les rapport(s)

Installé en 2009, le Haut conseil de la famille, placé sous la présidence du premier ministre, a pour mission d'animer le débat public sur les politiques familiales et de formuler des propositions de réforme. Quelques exemples de rapports récents :

- « La place des familles dans la prise en charge de la dépendance des personnes âgées », juin 2011,
- « Point sur l'évolution de l'accueil des enfants de moins de trois ans », 2012,
- « Famille et logement », mai 2012.
- « Quelques données statistiques sur les familles et leurs évolutions récentes », décembre 2012

2) Oui Au niveau infranational uniquement, indiquer le/les rapport(s) :

3) Oui Aux niveaux national et infranational, indiquer le/les rapport(s) :

Le Haut conseil à la famille s'est prononcé également sur le programme d'études et de recherche des différentes administrations. Parmi ces études, on peut notamment citer celles de la DREES :

- Auprès des Conseils généraux sur les enfants bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
- « L'offre d'accueil des enfants de moins de trois ans en 2010 », (Etudes et résultats, n°803)
- « Les prestations familiales et de logement en 2010 » (Drees, janvier 2012).

4) Non

5.10. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de la famille et du bien-être des individus, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) l'Union nationale des	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/>		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/>	-Donner des avis aux pouvoirs

associations familiales (UNAF)	3) Centres universitaires/ de recherche <input type="checkbox"/> 4) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____		3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	<i>publics sur les questions d'ordres familial, représenter l'ensemble des familles, gérer tout service d'intérêt familial</i>
b) La Croix Rouge	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input checked="" type="checkbox"/> 3) Centres universitaires/ de recherche <input type="checkbox"/> 4) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	<i>-Gestion d'un Lieu d'accueil et d'orientation (LAO) pour mineurs étrangers isolés</i>
c) Association e-enfance	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Centres universitaires/ de recherche <input type="checkbox"/> 4) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	<i>-Sensibilisation du public aux réalités d'internet</i>

5.11. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de la famille et du bien-être des individus au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Association française des opérateurs mobiles	Ministre en charge de la famille	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	<i>Installation gratuite d'un logiciel de contrôle parental sur les téléphones destinés aux mineurs.</i>
b) Les 390 signataires de la charte de la parentalité en entreprise	-Ministères chargés de la famille et du travail. -Laboratoire de l'égalité	1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

5.12. Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine de la famille et du bien-être des individus, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a)	Burkina Faso, Mali, Niger	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	<i>Contribution de 3,9M d'euros destinés à la scolarisation des filles</i>
b) UE. Jumelage remporté par la France.	Azerbaïdjan	1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	<i>Jumelage européen visant renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes, de la protection de l'enfance et l'amélioration des conditions de vie des familles.</i>

c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
----	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

SECTION 6. DROITS EN MATIÈRE DE REPRODUCTION ET SANTÉ REPRODUCTIVE (CHAPITRE VII) ET SANTÉ, MORBIDITÉ ET MORTALITÉ (CHAPITRE VIII)

Nom (s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution (s)/ Département (s): Adresse(s) électronique(s): Numéro (s) de téléphone – (Fixe): (Mobile): Numéro (s) de fax: Date (s) de l'entretien:

6.1. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction ?

- 1) Oui
2) Non (passer au 3.3)

6.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblés et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en œuvre ou année de démarrage/révision
a) Plan national de lutte contre le VIH/Sida et les IST 2010-2014	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Direction générale de la santé (DGS)	-Homosexuels -migrants de -usagers de drogues -prostitués	2010-2014
b) Plan périnatalité puis note d'orientation adressée aux agences régionales de santé (ARS)	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	-DGS -ARS	-Femmes enceintes -nouveaux-nés	
c)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
d)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

*Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur

6.3. Si OUI, indiquer si la politique, le programme et/ou la stratégie relative à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction comprend les questions ci-après de prévention, de traitement, de soins, et de soutien aux personnes vivant avec le VIH.

Questions relatives à la prévention, au traitement, aux soins et au soutien aux personnes vivant avec le VIH	
a) Conseil et dépistage volontaire dans le cadre du planning familial	Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/>
b) Communication sur le VIH dans les services de santé sexuelle et reproductive pour un changement de comportement	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
c) Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant dans les services de santé maternelle	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
d) Traitement pour les personnes vivant avec le VIH	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
e) Services de prévention du VIH et des infections sexuellement transmissibles	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>

6.4. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des droits en matière de reproduction et de la santé sexuelle et reproductive?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 6.6)

6.5. Si OUI, indiquez les noms de ces entités institutionnelles.

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées des droits en matière de reproduction et de la santé sexuelle et reproductive	Année de création
a)	
b)	
c)	
d)	
e)	

6.6. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive dans le cadre national au cours des cinq (5) dernières années.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives relatives aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Accroître l'accès des femmes à des informations et conseils factuels sur la santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Education à la sexualité- séances collectives et entretiens individuels</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Séances d'éducation à la sexualité chaque année pendant tout le cursus scolaire</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	4
b) Accroître l'accès des femmes à des services complets de santé sexuelle et reproductive, indépendamment	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Textes législatifs et réglementaires</i>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Amélioration du remboursement des contraceptifs</i>	4

de leur âge et de leur situation matrimoniale	2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)		<p><i>-Renouvellement des prescriptions de contraception orale par les infirmières</i></p> <p><i>-Nouvelles compétences des sages-femmes dans le domaine de la contraception</i></p> <p><i>-Prise en charge à 100% des IVG, multiplication des centres pratiquant des IVG</i></p> <p>2) Non <input type="checkbox"/></p>	
c) Accroître l'accès des populations autochtones et des minorités culturelles à des services complets de santé sexuelle et reproductive, y compris l'accès aux méthodes contraceptives, indépendamment de leur âge et de leur situation matrimoniale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Pour les personnes non assurées sociales, gratuité de la contraception dans les centres de planification et gratuité des IVG dans les établissements de santé.</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
d) Accroître l'accès des personnes handicapées à des services complets de santé sexuelle et reproductive, y compris les méthodes contraceptives, indépendamment de leur âge et de leur situation matrimoniale	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Yes <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
e) Accroître l'accès des hommes aux informations, conseils et services de santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Les séances d'éducation à la sexualité pendant tout le cursus scolaire concerne les garçons et les filles</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	4
f) Garantir aux femmes enceintes une alimentation et une nutrition adéquates (y compris une supplémentation nutritionnelle)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom____ 2) No <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Programme national nutrition santé</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
g) Renforcer la référence pour des soins obstétriques d'urgence essentiels et complets	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Organisation des maternités en 3 types selon le risque identifié</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	4
h) Accroître l'accès aux soins prénatals	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Yes <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
i) Accroître l'accès des adolescents à des services complets de santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Gratuité des contraceptifs pour les mineures, renouvellement des prescriptions de contraception orale par les infirmières scolaires, accès gratuit à l'IVG pour les adolescentes</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	4
j) Fournir une protection sociale et une assistance médicale aux adolescentes enceintes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
k) Accroître l'accès des groupes de population vulnérables et des populations à risque aux services de prévention, de traitement et de soins du VIH et des infections sexuellement transmissibles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Plan VIH Programmes spécifiques pour populations ciblées</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4

l) Accroître l'accès au dépistage volontaire et confidentiel du VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Centres de dépistage anonyme et gratuit 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
m) Éliminer la transmission du VIH de la mère à l'enfant, et assurer le traitement en vue de l'amélioration de l'espérance de vie des mères séropositives	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Plan VIH</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Communication</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	4
n) Intégrer les services de santé sexuelle et reproductive et de lutte contre le VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Plan VIH</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Experimental</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1
o) Dépistage et traitement du cancer du sein	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Poursuite du programme de dépistage organisé et gratuit du cancer du sein 50/74 ans</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
p) Prévention des avortements à risque et prise en charge des conséquences y relatives	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Encadrement strict de la pratique des IVG (Textes recommandations professionnelles assurant des conditions de sécurité aux femmes)</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	4
q) Dépistage et traitement du cancer du col de l'utérus	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4
r) Autre, préciser_____	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1,2,3, 4

*Voir la liste en annexe

6.7. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive.

Parmi les questions liées aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 6.6 ci-dessus)	La prévention du VIH-Sida
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	La question de la protection contre les IST et le VIH se trouve placée au coeur de la négociation des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes. D'après l'enquête sur le Contexte de la sexualité en France, les femmes abordent davantage la question des risques d'IST que leur partenaire, alors même que ce risque concerne autant les deux sexes. Ainsi, 44,7 % des femmes de 20 à 24 ans en ont parlé avant le premier rapport, contre 37,7 % des hommes des mêmes âges. Une femme sur deux et 45 % des hommes déclarent avoir déjà effectué un test de dépistage du Sida au cours de leur vie.
c) Éléments facilitateurs	Les campagnes de prévention, mises en oeuvre dès 1987, ont contribué à modifier les conditions d'exercice de la sexualité. L'augmentation spectaculaire du recours au préservatif lors du premier rapport sexuel, à partir de la fin des années 1980, atteste de l'efficacité de ces campagnes. Depuis les années 2000, les taux de recours se maintiennent à un niveau élevé, supérieur à 80 %, pour les filles comme pour les garçons
d) Obstacles	Les femmes présentent des risques accrus d'infection par le VIH par comparaison aux hommes au cours d'un rapport sexuel, en raison de facteurs biologiques, mais aussi en raison de leur vulnérabilité socio-économique entraînant des difficultés d'accès à l'information et à la prévention, ainsi que dans la négociation de la prévention avec les partenaires. En dépit de la part des femmes dans l'épidémie, le seul outil de prévention qui leur soit propre, le préservatif féminin, est en France très peu accessible car trop cher (de 2 à 3 €) et reste encore méconnu.

Questions liées à la CIPD relatives aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive et pertinentes dans le contexte national

<p>a) Intitulé de la question (mentionnée au 6.6 ci-dessus)</p>	<p>La contraception</p>
<p>b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)</p>	<p>La France occupe la première place mondiale pour l'utilisation de méthodes médicales de contraception (pilule et stérilet). Huit naissances sur dix sont bien planifiées,</p>
<p>c) Éléments facilitateurs</p>	<p>En 2010, 79,5 % des femmes âgées de 15 à 54 ans, sexuellement actives en couple ou ayant une relation stable avec un homme, ont déclaré « faire quelque chose pour éviter une grossesse »¹. Les moyens contraceptifs les plus utilisés sont la pilule (54,1 %), le dispositif intra-utérin (27,0 %) et le préservatif (10,5 %). C'est chez les jeunes femmes de 20 à 24 ans que l'usage de la pilule est le plus important. Son utilisation diminue ensuite régulièrement au profit du dispositif intra-utérin (DIU)⁶⁴. Si le recours au préservatif est très élevé lors du premier rapport sexuel⁶⁰, il décroît cependant avec l'avancée en âge. La contraception d'urgence s'est très fortement développée depuis juin 1999, date à laquelle elle est devenue accessible en pharmacie sans prescription médicale. Plus d'1,2 million de comprimés de Norlevo (pilule du lendemain) ont été vendus en 2008, soit des ventes près de sept fois supérieures à celles de 1999. D'après le Baromètre santé 2010 de l'Inpes, plus d'une femme de 15-54 ans sexuellement active sur cinq (21,4 %) a déjà eu recours à la contraception d'urgence. Elles étaient 13,7 % en 2005² à l'avoir déjà utilisée, le plus souvent à la suite d'un problème de préservatif (30,7 %), un oubli de pilule (30,1 %) ou un rapport sexuel non protégé (22,7 %) ⁶⁵. La contraception d'urgence est surtout le fait des jeunes femmes. En 2010, parmi les femmes sexuellement actives, 42,4 % des 15-19 ans et 43,3 % des 20-24 ans ont déclaré l'avoir utilisée au moins une fois. Ce recours ne semble pas modifier le comportement contraceptif des femmes qui l'utilisent de manière ponctuelle, peu fréquente et en majorité une seule fois.</p>
<p>d) Obstacles</p>	<p>D'après les données du Baromètre santé 2010, parmi les femmes déclarant avoir été enceintes au cours des 5 dernières années précédant l'enquête, un quart d'entre elles ne désiraient pas cette grossesse à ce moment-là.</p> <p>Près de deux grossesses sur trois surviennent chez des femmes qui déclarent utiliser un moyen contraceptif au moment de la survenue de la grossesse². Selon le même Baromètre, 37 % des femmes ayant eu une grossesse non désirée au cours des cinq dernières années l'expliquent par un oubli de pilule.</p>

Questions liées à la CIPD relatives aux droits en matière de reproduction et à la santé sexuelle et reproductive et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 6.6 ci-dessus)	L'Interruption Volontaire de Grossesse
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	Aujourd'hui, plus de la moitié des IVG sont médicamenteuses. Depuis que cette méthode a été autorisée en cabinet de ville en 2004, une IVG médicamenteuse sur cinq y est réalisée, soit une IVG sur 10. Quant à celles pratiquées en établissement de santé, elles sont majoritairement prises en charge par le secteur public (trois IVG sur quatre) et son poids ne cesse d'augmenter.
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

6.8. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes, concernant la santé sexuelle et reproductive et les droits en matière de reproduction, que le pays considère comme prioritaires au titre des politiques publiques au cours des cinq (5) ou dix (10) prochaines années?

Questions relatives à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction, considérées comme prioritaires au titre des politiques nationales au cours des cinq ou dix prochaines années
a) Renouer avec une politique de santé génésique fondée sur le libre choix des femmes et l'éducation à la sexualité.
b) Lutter contre les inégalités sociales dans les suivis des grossesses
c) Améliorer le dépistage des cancers
d) Sensibiliser les femmes à la prévention des maladies sexuellement transmissibles

6.9. Les mécanismes de contrôle ci-après ont-ils pris des mesures pour examiner les réclamations touchant à des questions de santé sexuelle et reproductive et de droits en matière de reproduction?

Mécanismes de contrôle	Réponse
a) Pouvoir judiciaire	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Organisations nationales de défense des droits de l'homme	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Commissions parlementaires	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Mécanismes de protection administratifs	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Autre, préciser _____	

6.10. Si la réponse est OUI au 6.9, expliquer les questions traitées ainsi que les différentes solutions adoptés. (Si la réponse est NON au 6.9, passer au 6.11)

--

6.11. Le pays a-t-il procédé à une évaluation/analyse de la situation sur la santé sexuelle et reproductive et sur les droits en matière de reproduction aux niveaux national et/ou infranational au cours des cinq (5) dernières années? Si OUI, citez-en le/les rapports.

1) Oui Au niveau national uniquement, citez le/les rapport(s) ;

-Rapport IGAS sur la contraception, l'IVG, la contraception et l'éducation à la sexualité, 2010

-Rapport IGAS sur les organismes de planification- Rapport d'évaluation du plan périnatalité, 2011

2) Oui Au niveau infranational uniquement, citez le/les rapport(s) _____

3) Oui Aux niveaux national et infranational, citez le/les rapport(s) _____

4) Non

6.12. Le pays a-t-il procédé à une évaluation des besoins non satisfaits en matière de planning familial aux niveaux national et/ou infranational au cours des cinq (5) dernières années? Si OUI, citez-en le/les rapports.

1) Oui Au niveau national uniquement, citez le/les rapport(s) _____

2) Oui Au niveau infranational uniquement, citez le/les rapport(s) _____

3) Oui Aux niveaux national et infranational, citez le/les rapport(s) _____

4) Non (*passer au 6.14*)

6.13. Si la réponse est OUI au 6.11 ou au 6.12, ou pour les deux questions, expliquer les priorités qui ont été identifiées:

--

6.14. Le pays a-t-il promulgué et/ou mis en application des lois nationales correspondant aux domaines prioritaires de la CIPD liés à la santé sexuelle et reproductive et aux droits en matière de reproduction?

(1)	(2)	(3)
Domaine prioritaire de la CIPD	Promulgation	Application
a) Loi nationale portant protection du droit d'atteindre le niveau de santé physique et mentale le plus élevé possible, y compris en matière de santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Code santé publique</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Accès à l'avortement dans des conditions sûres et réglementation de l'objection de conscience	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Code santé publique</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Absence de discrimination dans l'accès aux services complets de santé sexuelle et reproductive, y compris les services de lutte contre le VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Centres de dépistage anonyme et gratuit</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Protection contre la contrainte, notamment pour la stérilisation obligatoire, le mariage forcé, etc.	1) Oui <input type="checkbox"/> Nom _____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Protection des droits des personnes vivant avec le VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Lois contre les discriminations 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

6.15. Parmi les services de santé sexuelle et reproductive suivants, indiquer ceux qui sont actuellement offerts, en tant que normes de soins, dans le cadre du système de soins de santé primaires.

Service	Réponse
Services de contraception	
a) Conseil	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Information et communication	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Éducation	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Accès à une variété de méthodes contraceptives	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Accès à la contraception d'urgence	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
f) Accès aux préservatifs pour une protection double	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Santé maternelle	
g) Education sur la santé maternelle, y compris l'accouchement assisté par une personne qualifiée (ainsi que la nutrition)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Soins prénatals, notamment la prise en charge des complications de la grossesse	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

i) Soins obstétricaux essentiels	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
j) Soins obstétricaux d'urgence	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
k) Soins postnatals, y compris les services de contraception.	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
l) Services de lutte contre la stérilité (prévention, diagnostic et traitement)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
m) Avortement sans danger dans la mesure où la loi l'autorise	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
n) Conseil avant et après avortement	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
o) Soins après avortement	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Infections de l'appareil de reproduction	
p) Prévention	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
q) Dépistage/examens	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
r) Traitement et soins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Infections sexuellement transmissibles	
s) Prévention	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
t) Dépistage/examens	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
u) Traitement et soins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
VIH	
v) Prévention	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
w) Conseil et dépistage volontaires	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
x) Traitement	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
y) Soins et assistance	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
z) Services adaptés aux jeunes, confidentiels, privés et à la portée des jeunes et des adolescents	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
aa) Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, et traitement en vue d'améliorer l'espérance de vie des mères séropositives	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
bb) Services de santé sexuelle et reproductive pour les personnes vivant avec le VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Cancers de l'appareil reproducteur (cancer du sein, du col et de la prostate)	
cc) Prévention	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
dd) Dépistage/examens	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
ee) Traitement et soins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
ff) Vaccination contre le papillomavirus	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
gg. Services destinés aux victimes de la violence sexiste	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Services destinés à faire baisser la morbidité maternelle: (par ex. le prolapsus utérin, la fistule obstétrique)	
hh) Prévention	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
ii) Dépistage/examens	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
jj) Traitement et soins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
kk) Réintégration des femmes qui ont subi des réparations de la fistule	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Santé sexuelle et reproductive des adolescents	
ll) Informations et conseils	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
mm) Services (y compris l'accès aux contraceptifs)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
nn) Services complets de santé sexuelle et reproductive adaptés aux jeunes et aux adolescents (services confidentiels, privés et à la portée des jeunes et des adolescents)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
Autre (préciser) _____	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>

6.16. Indiquer l'existence et la disponibilité des instruments et des personnels suivants pour le traitement des questions relatives à la santé sexuelle et reproductive, en tant que partie intégrante du système de soins de santé primaires

Stratégies/actions	Réponse
a) Normes de prestation des services de santé sexuelle et reproductive, y compris la santé maternelle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Directives pour la prestation des services de santé sexuelle et reproductive, y compris la santé maternelle	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Existence d'un paquet minimum de santé sexuelle et reproductive intégré dans la fourniture des soins de santé primaires	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Mécanismes de référence pour les services de santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Système d'information sanitaire désagrégé par âge	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
f) Système d'information sanitaire désagrégé par sexe	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Personnel de santé formé en santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Personnel de santé formé en conseil sur le VIH/sida	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
i) Personnel de santé formé en droits en matière de reproduction	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
j) Personnel de santé formé dans le dépistage de la violence sexiste	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
k) Mécanismes de contrôle de la qualité de la prestation des services de santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
l) Personnel de santé formé dans l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination envers les populations-clés, notamment les jeunes, les personnes vivant avec le VIH, les travailleurs du sexe et leurs clients, les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, les transsexuels et les toxicomanes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
m) Mécanismes permettant de garantir la participation des organisations communautaires	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
n) Autre, préciser _____	

6.17. La liste nationale des médicaments essentiels comprend-elle la gamme complète des médicaments pour la santé sexuelle et reproductive indiqués par l’OMS?

- 1) Oui
 2) Non

6.18. Existe-t-il des initiatives et des programmes spéciaux de santé sexuelle et reproductive, y compris ceux liés au VIH, permettant d’atteindre les groupes énumérés ci-dessous?

Groupe	Réponse	Type de service fourni*
a) Jeunes et adolescents	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	
b) Populations extrêmement pauvres	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	
c) Populations autochtones	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	
d) Groupes ethniques minoritaires	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	
e) Migrants en règle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	
f) Migrants clandestins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	
g) Personnes déplacées	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	
h) Réfugiés	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	
i) Personnes vivant avec le VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	
j) Principales populations à très haut risque de VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	
k) Personnes handicapées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	
l) Autres personnes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	-Usagers de drogues -Personnes prostituées
m) Autre, préciser		

*Voir la liste des groupes de population cibles dans le guide du questionnaire de l’enquêteur

6.19. Parmi les stratégies suivantes, lesquelles sont actuellement utilisées dans le cadre de la politique ou du programme national de santé sexuelle et reproductive pour réduire les obstacles financiers à l’accès aux services?

Stratégies	Réponse
a) Subventions croisées	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Taxes publiques (sur le tabac, l’alcool)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Subventions ciblant des populations pauvres	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Marketing social	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Services communautaires	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
f) Sensibilisation par les pairs	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Création de la demande (par ex. transfert de fonds à titre conditionnel)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Assurance maladie nationale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

i) Régimes d'assurance communautaires	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
j) Services gratuits au poste de santé	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
k) Soins gratuits pour tous	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
l) Autre (préciser)	

6.20. Le pays dispose-t-il de programmes spécifiques permettant d'assurer l'accès des jeunes et des adolescents aux informations et aux services de santé sexuelle et reproductive qui garantissent le respect de l'intimité, de la confidentialité et du consentement donné en toute connaissance de cause?

- 1) Oui Nom du programme _____
 2) Non (passer au 6.22)

6.21. Si OUI, dans lesquels des domaines suivants?

Domaine	Réponse
a) Méthodes contraceptives	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Violence et exploitation sexuelles	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Infections sexuellement transmissibles, y compris le VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Rapports entre les sexes et égalité des sexes	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Respect, tolérance, non-discrimination des minorités sexuelles	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
f) Violence envers les partenaires intimes	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Relations sexuelles protégées	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Autre, préciser	

6.22. Le pays dispose-t-il de lois et/ou de textes officiels pour la promotion des normes éthiques dans la conception de la recherche dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive?

- 1) Oui Nom _____
 2) Non

6.23. La répartition géographique des établissements de soins obstétriques d'urgence est-elle satisfaisante*?

- 1) Oui
 2) Non

* Satisfaisante: Toutes les zones infranationales ont au moins cinq établissements de soins obstétriques d'urgence pour 500 000 habitants

6.24. Quels mécanismes le pays a-t-il mis en place pour assurer la mise en oeuvre des politiques et programmes visant à contrôler la morbidité et la mortalité maternelles?

Mécanismes de contrôle	Réponse
a) Système national d'information sanitaire opérationnel	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Contrôle direct du taux de mortalité des cas obstétriques	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Notification obligatoire des décès maternels	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Bilan régulier des décès maternels au niveau national. Si OUI, indiquer la date du dernier bilan _____ Janvier 2010 _____	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

e) Collecte régulière des données sur les fistules obstétriques (indicateurs recueillis par le système national d'information sanitaire)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
f) Collecte régulière des données sur les soins post-partum	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Enquêtes publiques indépendantes (réalisées par les organisations nationales des droits humains, les commissions parlementaires, les commissions sur les femmes, etc.)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Enquêtes de suivi des politiques et du budget (enquête sur le suivi des dépenses publiques, enquête sur la qualité de la prestation des services, centres de services aux citoyens, bilans sociaux, etc)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
i) Évaluations après les faits des violations des droits de l'homme et de leurs conséquences sociales	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
j) Autre, préciser_____	

6.25. La stratégie nationale de santé comprend-elle des programmes de formation des agents de santé permettant de prévenir et de traiter/prendre en charge les fistules obstétriques?

- 1) Oui
2) Non

6.26. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive et des droits en matière de reproduction, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) «Mouvement pour le planning familial »	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>	
b)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>	
c)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>	

6.27. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive et des droits en matière de reproduction au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

6.28 Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive et des droits en matière de reproduction, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a) MAE/AFD	Initiative Muskoka – 500 m€ sur 2011-2015 dans les pays de la zone de solidarité prioritaire de la France	1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
b) MAE	Contributions régulières au fond mondial sur le SIDA, paludisme et tuberculose, UNITAID, UNFPA	1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
c) MAE	Fond de solidarité prioritaire sur la santé des femmes en Afrique de l'Ouest	1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

6.29. Sur une échelle de 1 à 4, indiquer le degré de priorité des questions suivantes liées à la CIPD et relatives au VIH, pour ce qui est de leur prise en compte dans la programmation nationale

(1)	(2)			
Questions liées à la CIPD et relatives au VIH	Degré de priorité de 1 à 4 (1= faible; 2=quelque peu faible; 3=quelque peu élevé; 4= élevé)			
a) Protection et promotion des droits humains des individus:				
1) Personnes vivant avec le VIH	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
2) Principales populations à haut risque*	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
3) Jeunes et adolescents	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
4) Orphelins du VIH	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
5) Personnes handicapées	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
6) Minorités raciales, religieuses, ethniques, linguistiques ou autres	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
7) Populations autochtones	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
8) Prisonniers et autres personnes détenues,	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
9) Migrants/ migrants clandestins / populations mobiles	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
10) Réfugiés	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
11) Personnes déplacées	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
b) Conseil et dépistage volontaire et confidentiel du VIH	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Accroissement de l'accès aux préservatifs féminins et de leur utilisation	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
d) Accroissement de l'accès aux préservatifs masculins et de leur utilisation	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
e) Élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, et amélioration de l'espérance de vie des femmes séropositives	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
f) Fourniture aux adultes d'un traitement par antirétroviraux	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
g) Fourniture aux enfants d'un traitement par antirétroviraux en formule pédiatrique	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
h) Services de prévention du VIH, services de soins de santé primaires, et autres services de santé, fourniture sans jugement de services appropriés non stigmatisants aux personnes vivant avec le VIH, aux principales populations à haut risque, et aux jeunes	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
i) Prestation de services pour la prise en charge complète des infections sexuellement transmissibles	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
j) Accès à des services accessibles en termes de prévention, de traitement, de soins et d'appui pour les principales populations à haut risque	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
k) Prise en charge de la co-infection tuberculose/VIH	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
l) Sensibilisation des principales populations à haut risque	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
m) Les organisations communautaires d'appui aux principales populations à haut risque de VIH, les jeunes, les personnes vivant avec le VIH, et les personnes affectées par le VIH, sont des partenaires dans les programmes de lutte contre le VIH	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>
n) Prévention de la stigmatisation et de la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH et les personnes affectées par le VIH grâce à la sensibilisation	1 <input type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

*Ces catégories sont: les travailleurs du sexe et leurs clients, les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, les transsexuels et les toxicomanes

6.30. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine du VIH, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Aides	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de personnes vivant avec le VIH <input checked="" type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser____		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Conception, planification, mise en oeuvre et suivi de programmes sur le VIH <input checked="" type="checkbox"/> 8) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	
b) Médecins Du Monde	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input checked="" type="checkbox"/> 3) Réseaux de personnes vivant avec le VIH <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Conception, planification, mise en oeuvre et suivi de programmes sur le VIH <input checked="" type="checkbox"/> 8) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	
c) Planning familial	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Réseaux de personnes vivant avec le VIH <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Conception, planification, mise en oeuvre et suivi de programmes sur le VIH <input checked="" type="checkbox"/> 8) Autre, préciser____ <input type="checkbox"/>	

6.31. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine du VIH au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
b)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	

6.32. Parmi les domaines suivants relatifs à la santé, à la morbidité et la mortalité, lesquels sont considérés comme prioritaires dans le cadre ou la stratégie nationale de santé?

(1)	(2)	(3)
Domaine	Réponse	Groupe(s) cible(s)*
a) Prévention de la mortalité maternelle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
b) Prévention de la morbidité maternelle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
c) Infections sexuellement transmissibles	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
d) VIH	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	-Homosexuels -Migrants -usagers de drogues -prostitués
e) Prévention/élimination de la violence sexiste	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
f) Mortalité infantile	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	

g) Vaccination	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
h) Paludisme	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
i) Tuberculose	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
j) Maladies transmissibles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
k) Maladies non transmissibles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
l) Maladies tropicales négligées	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
m) Nutrition	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
n) Obésité	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
o) Santé mentale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (passer au point suivant)	
p) Autre, préciser	1) Oui <input type="checkbox"/>	

**Voir la liste des populations cibles dans le guide du questionnaire de l'enquêteur*

SECTION 7. ÉGALITÉ DES SEXES, ÉQUITÉ ET AUTONOMISATION DES FEMMES (CHAPITRE IV)

<p>Nom (s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution (s)/ Département (s): Adresse(s) électronique(s): Numéro (s) de téléphone – (Fixe): (Mobile): Numéro (s) de fax: Date (s) de l'entretien:</p>

7.1. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes ?

- 1) Oui
2) Non (passer au 3.3)

7.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l'état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblés et le calendrier de mise en œuvre et l'année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de population ciblés*	Calendrier de mise en oeuvre ou année de démarrage/révision
a) Plan d'action « Une troisième génération des droits des femmes : vers une société de l'égalité réelle » : relevé de décisions du Comité interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie	1) À l'état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	Ministère des droits des femmes	Les femmes	Lancement le 30 novembre 2012 Mise en œuvre : 2013-2017
b) Document de Politique Transversale « Politique de l'égalité entre les femmes et les hommes » : Annexe au projet de loi de finance	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Ministère des droits des femmes	Les femmes	2013
c) Politique interministérielle de lutte contre les violences faites aux femmes : « 3 ^e plan triennal 2011/2013 : « Protection, prévention et solidarité »	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	Ministère des droits des femmes	Les femmes	2011/2013
d)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l'état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Accroître la participation de la femme à l'économie formelle et informelle	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Politique inter - ministérielle animée par le ministère chargé des droits des femmes, visant à garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :</i> <i>- loi du 13 juillet 1983 sur l'égalité des salaires et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes</i> <i>- loi du 6 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations dans l'emploi</i> <i>- loi du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes</i> <i>- loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites (art 99) ayant pour objectif la réduction effective des inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes au sein de l'entreprise</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Accords collectifs conclus entre partenaires sociaux sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes</i> <i>-Contrat pour la mixité des emplois et l'égalité professionnelle</i> <i>-Conventions entre les ministères concernés, sur l'égalité entre femmes et hommes, garçons et filles dans l'éducation</i> <i>-Prix de la Vocation Scientifique et Technique des Filles (PVST)</i> <i>-Fonds de Garantie pour la création, la reprise et le développement d'entreprises à l'Initiative des Femmes (FGIF)</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	3
b) Accroître la représentation de la femme dans les processus politiques et dans la vie publique	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Article 1^{er} de la Constitution</i> <i>- Loi du 6 juin 2000 relative à la parité en politique</i> <i>- Loi du 31 janvier 2007 tendant à promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives</i> <i>-Loi du 12 mars 2012 relative à la fonction publique tendant à garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux emplois dirigeants et supérieurs (quota d'au moins 40% d'individus de l'un et de l'autre sexe).</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Obligation de présenter des listes paritaires pour les scrutins de listes</i> <i>-Pénalités financières à l'égard des partis ne présentant des candidats à parité aux élections</i> <i>-Pénalité financière en cas de non respect de l'obligation d'équilibre femmes/hommes dans les nominations aux emplois dirigeants et supérieurs de la fonction publique.</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	2
c) Éliminer la violence sexiste	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Loi réprimant le viol (1980)</i> <i>- Loi aggravant les peines pour les époux coupables de violences conjugales (1992)</i> <i>- Loi renforçant la prévention des violences au sein du couples ou commises contre les mineurs (2006)</i> <i>- Loi relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein du couple et aux incidences de ces dernières sur les enfants (2010)</i> <i>- Plans d'action nationaux de prévention et de lutte contre les violences : 2005-2007 ; 2008-2010 ; 2011-2013.</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Instauration de « l'ordonnance de protection des victimes » permettant au juge de statuer en urgence</i> <i>-Création d'une plateforme d'écoute téléphonique(3919)</i> <i>-Désignation à l'échelon local de personnes référentes pour accompagner les femmes victimes de violences</i> <i>-Formation des professionnels confrontés à des cas de violences au sein des couples</i> <i>-Enquêtes et études visant à mieux apprécier l'ampleur des violences faites aux femmes ainsi que leurs coûts économiques</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	3
d) Améliorer la collecte, l'analyse, la diffusion et l'utilisation des données	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/>	3

désagrégées par âge et par sexe		2) Non <input type="checkbox"/>	INSEE 2) Non <input type="checkbox"/>	
e) Collecter et analyser des données sur le statut socioéconomique de la femme	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser : - INSEE : « Regard sur la Parité » - SDFE : « Les chiffres-clés de l'égalité » 2) Non <input type="checkbox"/>	3
f) Éliminer les mariages précoces/forcés	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> - <i>Lois du 6 avril 2006 et du 9 juillet 2010</i> - <i>Plan d'action national contre les violences faites aux femmes (2011-2013) :</i> <i>*information particulière en direction des personnels de l'état civil rappellera les éléments de définition, l'état du droit, la conduite à tenir et les ressources à leur disposition en cas de suspicion de mariage forcé.</i> <i>*information des femmes et jeunes filles primo-arrivantes sur leurs droits et sur le caractère répréhensibles de pratiques telles que mariages forcés et mutilations sexuelles féminines</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	3
g) Prévenir la traite et le trafic de migrants, en particulier de filles et de femmes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> - <i>Financement d'actions de prévention et d'accompagnement des personnes prostituées mises en place par des associations spécialisées.</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	2
h) Améliorer le bien-être de la jeune fille, surtout par rapport à la santé, à la nutrition et à l'éducation	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	3
i) Améliorer la situation de la femme rurale et répondre à ses besoins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Loi d'orientation agricole de 1999 a instauré le statut du conjoint collaborateur</i> <i>- loi du 5 janvier 2006 a rendu obligatoire le choix d'un statut</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Aide à la constitution de réseaux locaux de femmes</i> <i>-Diffusion de guides pratiques</i> <i>-Promotion de projets agricoles développés par les femmes.</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	3
j) Sensibiliser les hommes et les garçons pour promouvoir la participation masculine, le partage équitable des responsabilités telles que les soins	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input checked="" type="checkbox"/>	3
k) Autre, préciser_____	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	3

** Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l'enquêteur*

7.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des questions relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes ?

- 1) Oui
2) Non (passer au 7.5)

7.4. Si OUI, donner le/les noms de cette/ces entité(s) institutionnelles.

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées de l'égalité des sexes, de l'équité et de l'autonomisation des femmes	Année de création
a) Ministère des droits des femmes	2012
b) Déléguée interministérielle aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes (directrice de la cohésion sociale)	2010
c) Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes (SDFE)	1990
d) Délégations parlementaires aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes	1999
e) Observatoire de la parité	1995

7.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD, relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes dans le cadre national au cours des cinq (5) dernières années

7.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes.

Parmi les questions liées à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 7.5 ci-dessus)	Accroître la participation des femmes à l'économie formelle et informelle
b) Réalisations obtenues	<p>En 2010, les femmes représentent près de la moitié de la population active (47,7 %). Entre 15 et 64 ans, 66,1 % d'entre elles sont actives, contre 74,9 % des hommes. Le taux d'emploi s'élève à 59,7 % pour les femmes et à 68,1 % pour les hommes.</p> <p>Les comportements féminins et masculins se sont nettement rapprochés depuis une trentaine d'années : le taux d'activité des femmes s'est accru tandis que celui des hommes a diminué.</p> <p>L'écart entre les taux d'activité des femmes et des hommes est passé de 27,6 points en 1978 à 8,8 points en 2010</p> <p>C'est aux âges où elles assument les charges familiales les plus lourdes que le taux d'activité des femmes a le plus augmenté : depuis 1998, plus de 80 % des femmes de 25 à 49 ans ont une activité professionnelle ou en recherchent une, alors que c'était le cas de 60 % d'entre elles en 1975. De 1975 à 2009, l'activité des femmes a progressé presque continûment quels que soient le nombre et l'âge des enfants (sauf pour les femmes vivant avec deux enfants dont le plus jeune a moins de 3 ans).</p>
c) Éléments facilitateurs	<ul style="list-style-type: none"> -Egalité d'accès des filles et des garçons à l'éducation -Législation interdisant les discriminations dans l'emploi. -Développement des modes de garde d'enfants de 0 à 6 ans.
d) Obstacles	<ul style="list-style-type: none"> -Partage encore inégalitaire des responsabilités familiales au sein du couple, se traduisant par un recours au temps partiel beaucoup plus fréquent chez les femmes que chez les hommes -Persistance des stéréotypes de genre.

Questions liées à la CIPD relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes et pertinentes dans le contexte national

a) Intitulé de la question (mentionnée au 7.5 ci-dessus)	Éliminer la violence sexiste
b) Réalisations obtenues	<p>-Adoption de plusieurs lois érigeant en infraction pénale les violences physiques, sexuelles et psychologiques et instaurant des mesures de protection des victimes (éviction du conjoint violent, ordonnance de protection permettant au juge d'agir en urgence)</p> <p>-Adoption et mise en œuvre de trois plans d'action nationaux de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes</p>
c) Éléments facilitateurs	<p>-Consensus politique (adoption des lois à l'unanimité au Parlement).</p> <p>-Engagement des gouvernements successifs dans la lutte contre les violences faites aux femmes.</p> <p>-Coopération avec la société civile.</p>
d) Obstacles	<p>Malgré les efforts continus des pouvoirs publics, les cas de violences faites aux femmes demeurent trop nombreux.</p> <p>Seule une femme battue sur dix dépose plainte. Même parmi celles qui se rendent au commissariat, une moitié seulement porte effectivement plainte. Pour l'autre moitié, la protection qu'apporte la procédure pénale butte souvent sur des situations complexes : contraintes familiales, souci de protéger les enfants, absence de logement, peur.</p> <p>Afin de lever ces contraintes et de permettre aux femmes d'être protégées par la voie civile ou pénale, le comité interministériel aux droits des femmes du 30 novembre 2012 a identifié 6 priorités :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Améliorer le premier accueil des victimes et renforcer les protections qui leur sont offertes 2) Prévenir les violences par la sensibilisation et l'éducation 3) Prendre en charge les auteurs et prévenir leur récurrence 4) Accompagner les victimes (mise à l'abri, hébergement, logement) créer les conditions d'une généralisation du téléphone grand danger 5) Créer les conditions d'une généralisation du dispositif « téléphone grand danger » 6) Créer une mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences.

Questions liées à la CIPD relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 7.5 ci-dessus)	Accroître la représentation de la femme dans les processus politiques et dans la vie publique
b) Réalisations obtenues	<p>Depuis la réforme constitutionnelle du 8 juillet 1999, plusieurs lois d'application ont permis de transformer le paysage politique français, en agissant de manière directe et indirecte sur le renouvellement des mandats et fonctions électives françaises</p> <p>En rendant obligatoire la parité pour les scrutins de liste, la loi de 2000 a permis aux femmes de devenir presque aussi nombreuses que les hommes au Parlement européen, dans les conseils régionaux et dans les conseils municipaux de communes de plus de 3 500 habitants.</p>
c) Éléments facilitateurs	<ul style="list-style-type: none"> - L'adoption de lois imposant la parité. - Le mode scrutin de liste : dans ce cas la loi impose la parité (cas des élections au Parlement européen, dans les conseils régionaux et dans les conseils municipaux) - La nomination en mai 2012 du premier gouvernement paritaire en France.
d) Obstacles	<ul style="list-style-type: none"> - Le mode de scrutin uninominal : dans ce cas la loi prévoit des sanctions financières à l'encontre des partis politiques ne respectant pas la parité. - L'attitude des partis politiques : non respect de la parité des candidatures pour les scrutins uninominaux.

7.7. Dans le contexte national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes, que le pays considère comme prioritaires au titre des politiques publiques au cours des cinq (5) ou dix (10) prochaines années?

Questions relatives à l'égalité des sexes, à l'équité et à l'autonomisation des femmes, considérées comme prioritaires au titre des politiques nationales au cours des cinq ou dix prochaines années
a) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes
b) Parité entre femmes et hommes dans la prise de décision
c) Lutte contre les violences envers les femmes
d) Lutte contre les stéréotypes de genre
e)

7.8. Quels sont les mécanismes de contrôle en place dans le pays pour la mise en oeuvre des politiques et programmes destinés à promouvoir l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes, et à résoudre le problème de la violence sexiste?

(1)	(2)
Mécanismes	Équité de genre, équité et autonomisation des femmes (y compris les violences basées sur le sexe)
a) Commissions nationales de la femme	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Organismes nationaux de défense des droits de l'homme	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Commissions parlementaires	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Mécanismes de responsabilisation sociale et/ou mécanismes administratifs	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Publication et diffusion de statistiques sur la problématique hommes-femmes/intégration des statistiques ventilées par sexe dans les systèmes de gestion de l'information	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) No <input type="checkbox"/>
f) Organisation d'enquêtes périodiques auprès de la population	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Autres mécanismes, préciser : - Comité interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes - Commission nationale sur les violences envers les femmes - Conseil supérieur à l'égalité entre les femmes et les hommes - Observatoire de la Parité	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

7.9. Le pays a-t-il procédé à une évaluation/analyse de la situation sur l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes aux niveaux national et/ou infranational au cours des cinq (5) dernières années? Si OUI, citer le/les rapport(s).

1) Oui Au niveau national uniquement, citer le/les rapport(s) :

- Rapport de la Mission d'évaluation de la politique de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes (Assemblée Nationale 2009)

- Rapport sur l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et familiales (IGAS, 2011)

- Rapport 2011 de la commission sur l'image des femmes dans les media

- Rapport d'information sur le harcèlement sexuel (délégation aux droits des femmes au Sénat, 2012)

- Bilan de l'application des dispositifs promouvant l'égalité professionnelle entre femmes et hommes (Conseil économique, social et environnemental, 2012)

2) Oui Au niveau infranational uniquement, citer le/les rapport(s) _____

3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le/les rapport(s) _____

4) Non

7.10. Le pays a-t-il promulgué et/ou mis en application des lois nationales portant sur les domaines prioritaires suivants de la CIPD liés à l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes?

(1)	(2)	(3)
Domaine prioritaire de la CIPD	Promulgation	Application
a) Droits de la femme à la propriété, notamment le droit de posséder, d'acheter et de vendre des biens ou autres avoirs au même titre que l'homme	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Loi du 13 juillet 1965 : les femmes mariées peuvent gérer leurs biens propres</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
b) Accès de la femme aux services financiers, notamment au crédit et la négociation des contrats en son propre nom	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Loi du 13 juillet 1965 : les femmes peuvent ouvrir un compte bancaire en leur propre nom.</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
c) Egalité des droits de la femme à l'héritage	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
d) Protection des biens de la femme par des lois harmonisées sur le mariage, le divorce, la succession et l'héritage	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Loi de 1945 rétablissant le divorce aux conditions de 1908 puis loi de 1975</i> <i>- Loi du 13 juillet 1965 portant réforme des régimes matrimoniaux.</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
e) Dispositions contre la discrimination de la femme au travail (recrutement, salaire, avantages, etc.)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Loi du 13 juillet 1983 sur l'égalité des salaires et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes</i> <i>-Loi du 6 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations dans l'emploi</i> <i>-Loi du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes</i> <i>-Loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites (art 99) ayant pour objectif la réduction effective des inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes au sein de l'entreprise</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
f) Dispositions contre le harcèlement sexuel	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Loi du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
g) Mesures contre la traite et le trafic des personnes, en particulier les femmes et les filles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Article 225-4-1 du Code Pénal</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
h) Dispositions en faveur du congé de maternité payé	1) Oui <input type="checkbox"/> <i>- Lois de 1910, 1928, 1967, 1982 (article L331-3 et suivants du Code de la sécurité sociale)</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
i) Dispositions en faveur du congé de paternité payé	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Articles L1225-35 à L1225-36 du Code du Travail</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
j) Viol et autres formes d'exploitation sexuelle érigés en infraction pénale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Article 222-23 du Code Pénal (loi du 22 juillet 1992 portant réforme des dispositions du code pénal relatives à la répression des crimes et des délits contre les personnes.</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

k) Viol conjugal érigé en infraction pénale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-Loi du 4 avril 2006</i> <i>-Loi du 9 juillet 2010 supprime la présomption du consentement des époux à l'acte sexuel</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
l) Violence provenant du partenaire intime érigée en infraction pénale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Depuis la loi 22 juillet 1992, les articles 222-7 à 222-13 du Code pénal reconnaissent comme circonstances aggravantes les violences commises à l'encontre d'un conjoint ou d'un concubin.</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
m) Garantie de l'appui financier des pères à leurs enfants	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Article 205 du Code civil : obligation alimentaire réciproque entre parents et enfants (entre ascendants et descendants).</i> <i>- Loi de 1984 autorisant le recouvrement des pensions alimentaires impayés par les caisses d'allocations familiales et autres organismes versant des prestations familiales ;</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
n) Dispositions relative à l'âge légal minimum pour le mariage des filles de moins de 18 ans	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Article 144 du Code Civil : « l'homme et la femme ne peuvent contracter mariage avant dix-huit ans révolus »</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
o) Exploitation sexuelle des jeunes, en particulier les filles érigée en infraction pénale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Répression du proxénétisme : art 225-2 à 225-12 du Code pénal</i> <i>- Répression du recours à la prostitution de personnes mineures ou particulièrement vulnérables (répression des clients) : art 225-12-1 du Code pénal</i> <i>- Prostitution des mineurs interdite par la loi du 4 mars 2002</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
p) Lutte contre l'utilisation des enfants en pornographie	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- L'article 227-23 du Code Pénal (modifié par la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance) prévoit que « le fait, en vue de sa diffusion, de fixer, d'enregistrer ou de transmettre l'image ou la représentation d'un mineur lorsque cette image ou cette représentation présente un caractère pornographique est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 Euros d'amende »</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
q) Protection de la petite fille contre les pratiques néfastes, notamment les mutilations génitales féminines et l'excision	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Articles 222-7 à 22-10 du code pénal</i> <i>- Loi du 4 avril 2006</i> <i>- Loi du 10 juillet 2009</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
r) Garderies/installations de jour pour les mères allaitantes (secteur public)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- Dispositions de la loi de 1984 portant statut général des fonctionnaires relatives aux autorisations exceptionnelles d'absence ;</i> <i>- Circulaire du 9 août 1995 relative au congé de maternité ou d'adoption et aux autorisations d'absence liées à la naissance, pour les fonctionnaires et agents de l'Etat.</i> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>
s) Garderie/installations de jour pour les mères allaitantes (secteur privé)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

	-Possibilité de continuer d'allaiter son enfant après la reprise du travail (arts L 224 -2 à L 224 – 5 du Code du travail)	
t) Mesures de dissuasion à l'encontre de la polygamie	2) Non <input type="checkbox"/> 1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> - Article 147 du code civil prohibant la polygamie - Dispositions de prévention et de répression de la polygamie : dans le Code civil (art 63, 70, 71, 171-2, 171-7, 184) ; dans le Code pénal (art 443-2) ; dans le Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (art L 313-11 et L 314-5) - Mise en œuvre de mesures d'accompagnement social en faveur pour engager la sortie de l'état de polygamie	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>

7.11. Sur une échelle de 1 à 4, indiquer dans quelle mesure les priorités suivantes sur l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes sont prises en compte dans le cadre national actuel

(1)	(2)
Priorités relatives à l'égalité des sexes, l'équité et l'autonomisation des femmes	Niveau de priorité (1=faible; 2=quelque peu faible 3=quelque peu élevé; 4=élevé)
a) Amélioration de l'accès de la femme aux services bancaires et au crédit	3
b) Institutionnalisation d'une budgétisation sensible à la problématique hommes-femmes	3
c) Élimination de la discrimination contre les femmes qui travaillent, notamment celles qui sont enceintes	4
d) Accroissement des dispositions pour permettre aux deux conjoints de prendre des congés pour raisons familiales	4
e) Promotion de l'accès et du contrôle équitables quant aux ressources du ménage	4
f) Renforcement de la participation des hommes et des garçons dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes (lutte contre la violence sexiste)	3
g) Promotion des politiques visant à encourager la paternité responsable notamment pour la fourniture de soins	3
h) Étude des ratios dissymétriques hommes-femmes	4
i) Promotion de la participation locale et communautaire à la mise en oeuvre des politiques et programmes relatifs à l'égalité des sexes	4
j) Information des communautés sur les conséquences des mariages et des accouchements précoces	4

7.12. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de l'égalité des sexes, de l'équité et de l'autonomisation des femmes, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Centre National d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CNIDFF)/ Réseau des Centres d'Information sur les Droits de Femmes et des Familles (CIDFF)	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de femmes <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser_____		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser_____	Voir Note (Annexes)
b) Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF)	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de femmes <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser_____		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>	Voir Note (Annexes)
c) Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF)	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de femmes <input type="checkbox"/> 4) Centres universitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser_____		1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser_____ <input type="checkbox"/>	Voir Note (Annexes)

7.13. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de l'égalité des sexes, de l'équité et de l'autonomisation des femmes au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Partenaires sociaux -Conseil Supérieur de l'Egalité Professionnelle entre les femmes et les hommes (CSEP)-		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Voir Note (Annexes)
b) Entreprises ayant reçu le label « égalité »		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Voir Note (Annexes)
c) Patrons de presses et de chaînes de télévision et de radio (RTL, Le Figaro, Canal + ...)		1) Prestation de services <input type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Voir Note (Annexes)

7.14 Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine de l'égalité des sexes, de l'équité et de l'autonomisation des femmes, au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1) Nom du pays et du service public donateurs	(2) Nom du pays et du service public bénéficiaires	(3) Type de coopération internationale	(4) Activités menées
a) MAE	Contributions régulières ONUFemmes, UNFPA	1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
b)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	
c)		1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input type="checkbox"/>	

SECTION 8. POPULATION, DÉVELOPPEMENT ET ÉDUCATION (CHAPITRE XI)

Nom (s) du/des répondant(s) principal/principaux et poste(s) occupé(s): Institution (s)/ Département (s): Adresse(s) électronique(s): Numéro (s) de téléphone – (Fixe): (Mobile): Numéro (s) de fax: Date (s) de l’entretien:

8.1. Le pays est-il en train de formuler et/ou de mettre en œuvre au plan national une politique, un programme et/ou une stratégie relatifs à l’éducation ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 8.3)

8.2. Si OUI, en donner le nom, le type, l’état, ainsi que la principale institution chargée de la mise en œuvre de la politique, du programme et/ou de la stratégie, les groupes de populations ciblés et le calendrier de mise en œuvre et l’année de démarrage ou de révision.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Intitulé de la politique, du programme et/ou de la stratégie relatifs à l’éducation	Type	État	Principale institution responsable	Groupes de populations ciblés*	Calendrier de mise en oeuvre ou année de démarrage/révision
a) Education nationale	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	MEN	Toutes	...
b) Enseignement supérieur	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input checked="" type="checkbox"/> 3) Stratégie <input checked="" type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input checked="" type="checkbox"/>	MESR	Toutes sauf 3-4	...
c) Concertation nationale pour la refondation de l’école	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	MEN	5-7-1-11	Juin 2012 / janvier 2013
d) Assises de l’enseignement supérieur	1) Politique <input checked="" type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input checked="" type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>	MESR	3	Juin 2012 / janvier 2013
e)	1) Politique <input type="checkbox"/> 2) Programme <input type="checkbox"/> 3) Stratégie <input type="checkbox"/>	1) À l’état de texte <input type="checkbox"/> 2) Mise en œuvre entamée <input type="checkbox"/>			

*Voir la liste des groupes de population ciblés dans le guide de l’enquêteur

8.3. Le pays a-t-il mis en place des entités institutionnelles chargées des questions relatives à l'éducation ?

- 1) Oui
 2) Non (passer au 8.5)

8.4. Si OUI, indiquer le/les nom(s) de cette/ces entité(s) institutionnelle(s).

(1)	(2)
Autres entités institutionnelles chargées des questions d'éducation	Année de création
a) <i>MEN</i>	...
b) <i>Rectorats</i>	...
c) <i>établissements publics locaux d'éducation (EPLE)</i>	...
d) <i>MESR</i>	...
e) <i>Universités et établissements publics d'enseignement supérieur</i>	...

8.5. Prise en compte des questions liées à la CIPD relatives à l'éducation dans le cadre national au cours des cinq (5) dernières années

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Questions liées à la CIPD, relatives à l'éducation	La question a-t-elle été examinée dans une politique/un programme/une stratégie ou par une entité institutionnelle? Si oui, lesquels?	Un budget a-t-il été affecté à cette question?	Des mesures concrètes de mise en œuvre ont-elles été prises pour examiner cette question?	Quel est le degré actuel de mise en œuvre de ces mesures?*
a) Maintenir davantage de filles et d'adolescentes dans les établissements d'enseignement secondaire	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>MEN</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser ____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
b) Assurer un accès équitable des filles à tous les niveaux d'enseignement (primaire, secondaire et supérieur)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>MEN</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser ____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
c) Améliorer les infrastructures scolaires, telles que les toilettes séparées et les moyens de transport adéquats	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>Collectivités territoriales</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser ____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
d) Faciliter aux filles enceintes l'achèvement de leurs études	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>MEN</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser ____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
e) Améliorer la sécurité des élèves, surtout des filles, à l'intérieur et sur le chemin de l'école	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-MEN</i> <i>-Ministère de l'Intérieur</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser ____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4

f) Réviser le contenu des programmes scolaires afin de les rendre plus sensibles à la problématique hommes-femmes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>MEN</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
g) Réviser le contenu des programmes scolaires afin d'y intégrer les questions démographiques, le cas échéant	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>MEN</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
h) Promouvoir les possibilités d'éducation et d'alphabétisation non formelles	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>MEN</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
i) Offrir aux filles ayant abandonné l'école et aux adultes analphabètes des possibilités de formation et d'emploi	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-MEN</i> <i>- Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social (MTEPDS)</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
j) Promouvoir l'éducation sexuelle et les conseils à l'école selon l'âge	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>MEN</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Aller au pont suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
k) Incorporer des informations sur la population et sur la santé sexuelle et reproductive dans les programmes de formation des enseignants	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>- MEN</i> <i>-MESR</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
l) Organiser des campagnes d'information sur les questions démographiques dans le cadre d'une politique démographique nationale	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-MEN</i> <i>-MASS</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Passer au point suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
m) Examiner les questions de la violence sexiste et de la brutalité à l'école	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-MEN</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Aller au pont suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
n) Incorporer l'éducation sexuelle complète dans l'éducation formelle des jeunes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-MEN</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Aller au pont suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
o) Incorporer les aptitudes utiles pour l'avenir dans l'éducation formelle des jeunes	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-MEN</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Aller au pont suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
p) Incorporer les aptitudes utiles pour l'avenir et les	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-MEN</i>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____	4

connaissances sur la santé sexuelle et reproductive dans l'éducation informelle et la formation professionnelle des jeunes	2) Non <input type="checkbox"/> (Aller au pont suivant)		2) Non <input type="checkbox"/>	
q) Fournir aux jeunes déscolarisés des informations et des services de santé sexuelle et reproductive	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> <i>-MDF</i> <i>- MASS</i> 2) Non <input type="checkbox"/> (Aller au pont suivant)	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input checked="" type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	4
r) Autre, préciser_____	1) Oui <input type="checkbox"/> Non____ 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> 2) Non <input type="checkbox"/>	1) Oui <input type="checkbox"/> Préciser____ 2) Non <input type="checkbox"/>	

*Voir la liste en annexe

8.6. Réalisations obtenues dans la prise en compte des questions liées à l'éducation.

Parmi les questions liées à l'éducation qui sont les plus pertinentes dans le contexte national, citer les réalisations obtenues (documents à l'appui) et faire des observations sur les éléments facilitateurs et les obstacles. Enumérer toutes les questions pertinentes possibles en reproduisant le tableau ci-dessous – chaque tableau étant réservé à une (1) question identifiée.

Questions liées à la CIPD relatives à l'éducation et pertinentes dans le contexte national	
a) Intitulé de la question (mentionnée au 8.5 ci-dessus)	Questions f, j, m, n, p
b) Réalisations obtenues (documents à l'appui)	<p>Un travail éducatif est conduit au travers des programmes d'enseignement qui intègrent pleinement la thématique du respect de l'autre et de l'égalité des sexes. A titre d'exemple, en primaire, le programme d'instruction civique et morale du cycle des approfondissements mentionne le refus des discriminations de toute nature.</p> <p>L'éducation civique au collège aborde la problématique de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le programme intitulé « la diversité et l'égalité ». Dans les programmes d'histoire en classe de quatrième, l'étude proposée sur « La Révolution et les femmes » permet de comprendre « Les fondations d'une France nouvelle ». Les programmes d'instruction civique et morale au primaire, d'éducation civique en collège et d'éducation civique, juridique et sociale en lycée sont l'occasion d'étudier cette thématique.</p> <p>La sensibilisation des élèves à la lutte contre les discriminations, le sexisme et les inégalités trouve également sa place dans le socle commun de connaissances et de compétences (2006). Celui-ci précise les connaissances et compétences que tous les jeunes doivent avoir acquis à l'issue de leur scolarité obligatoire. Il constitue un fil directeur en matière de formation à l'égalité des filles et des garçons. Les compétences sociales et civiques du pilier 6 intègrent en particulier le respect des autres et de l'autre sexe, le refus des préjugés, dans les attitudes à acquérir par tout élève au cours de sa scolarité obligatoire. Parmi les compétences attendues, par exemple, l'élève doit savoir : « respecter les autres, et notamment appliquer les principes de l'égalité des filles et des garçons ».</p>
c) Éléments facilitateurs	
d) Obstacles	

8.7. Dans le cadre national, quelles sont les questions les plus pertinentes concernant l'éducation que le pays considère comme prioritaires au cours des cinq (5) ou dix (10) prochaines années? En citer au plus cinq (5).

Questions relatives à l'éducation et considérées comme prioritaires au cours de cinq (5) à dix (10) prochaines années
a) La formation des enseignants
b) Le numérique
c) La progressivité des apprentissages
d) L'orientation
e) Le dialogue avec les partenaires de l'école

8.8 Le pays a-t-il procédé à une évaluation/ analyse de la situation de l'éducation aux niveaux national et infranational au cours des cinq (5) dernières années ? Si OUI, citer le/les rapports pertinents.

1) Oui Au niveau national uniquement, citer le/les rapport(s) :

-Concertation nationale sur la refondation de l'école

-Assises de l'enseignement supérieur

2) Oui Au niveau infranational uniquement, citer le/les rapport(s) _____

3) Oui Aux niveaux national et infranational, citer le/les rapport(s) _____

4) Non

8.9 Le pays a-t-il inscrit dans les programmes scolaires, au niveau national, une éducation sexuelle exhaustive?

1) Oui, elle est mise en œuvre actuellement

2) Oui, mais pas encore mise en œuvre

3) Non (*passer au 8.11*)

8.10 Si OUI, à partir de quel âge ____ ou à partir de quel niveau d'études _enseignement secondaire (collège)_?

8.11. Citer au plus trois organisations de la société civile avec lesquelles le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de l'éducation au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Nom de l'organisation	Type d'organisation	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Associations éducatives culturelles et sportives	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input checked="" type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____	Education nationale et enseignement supérieur	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Partenariat
b) Syndicats enseignants	1) ONG nationale <input checked="" type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input checked="" type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres niversitaires/de recherche <input type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____	Education nationale et enseignement supérieur	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Défendre les enseignants
c) Centres de recherche sur l'éducation	1) ONG nationale <input type="checkbox"/> 2) ONG internationale <input type="checkbox"/> 3) Groupes de jeunes 4) Centres niversitaires/de recherche <input checked="" type="checkbox"/> 5) Autre, <input type="checkbox"/> préciser _____	Education nationale et enseignement supérieur	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Recherche sur l'éducation

8.12. Citer au plus trois (3) partenaires du secteur privé avec lesquels le gouvernement a travaillé en partenariat dans le domaine de l'éducation au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le type d'organisation et donner le nom du service public concerné, son/ses domaine(s) d'intervention et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du partenaire du secteur privé	Nom du service public concerné	Domaine d'intervention	Activités menées
a) Entreprises privées	Education nationale et enseignement supérieur	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/> 7) Autre, préciser _____ <input type="checkbox"/>	Pilotage, apprentissage et alternance
b) Ecoles privées	Education nationale et enseignement supérieur	1) Prestation de services <input checked="" type="checkbox"/> 2) Recherche et collecte de données <input checked="" type="checkbox"/> 3) Plaidoyer et formulation de politiques <input checked="" type="checkbox"/> 4) Sensibilisation et mobilisation sociale <input checked="" type="checkbox"/> 5) Suivi et conseil juridique <input checked="" type="checkbox"/> 6) Éducation et formation <input checked="" type="checkbox"/>	Enseignement

		7) Autre, préciser_____	<input type="checkbox"/>	
c)		1) Prestation de services	<input type="checkbox"/>	
		2) Recherche et collecte de données	<input type="checkbox"/>	
		3) Plaidoyer et formulation de politiques	<input type="checkbox"/>	
		4) Sensibilisation et mobilisation sociale	<input type="checkbox"/>	
		5) Suivi et conseil juridique	<input type="checkbox"/>	
		6) Éducation et formation	<input type="checkbox"/>	
		7) Autre, préciser_____	<input type="checkbox"/>	

8.13 Citer au plus trois (3) exemples où le gouvernement a participé à la coopération internationale en fournissant ou en recevant une assistance financière et/ou technique dans le domaine de l'éducation au cours des cinq (5) dernières années. Préciser le(s) nom(s) du/des pays/service public donateur(s), ainsi que le nom du pays/service public bénéficiaire, le type de coopération internationale et les activités menées.

(1)	(2)	(3)	(4)
Nom du pays et du service public donateurs	Nom du pays et du service public bénéficiaires	Type de coopération internationale	Activités menées
a) Union Européenne	Les 27 Etats-membres	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input checked="" type="checkbox"/>	coopération
b) OCDE	Les 34 Etats-membres	1) Nord-Sud <input type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input checked="" type="checkbox"/>	coopération
c) UNESCO	Les 193 Etats-membres	1) Nord-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 2) Sud-Sud <input checked="" type="checkbox"/> 3) Triangulaire <input checked="" type="checkbox"/> 4) Nord-Nord <input checked="" type="checkbox"/>	coopération